D. SEP 1969

ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de la Fonction publique, le 16 mai 1969, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "modifiant l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat", a donné le 2 juillet 1969 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 16e mei 1969 door de Minister van het Openbaar Ambt verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot wijziging van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het Rijkspersoneel", heeft de 2e juli 1969 het volgend advies gegeven :

OBSERVATIONS GENERALES.

A. Le présent projet et les trois projets qui lui sont connexes opèrent une nouvelle réforme importante du statut des agents de l'Etat.

Cette réforme concerne principalement le mode d'établissement des dispositions particulières ayant pour objet d'assurer dans chaque Ministère l'exécution du statut, le recrutement et les promotions. En ces deux dernières matières, les projets instituent sur de nombreux points des règles nouvelles. C'est ainsi que les dispositions des projets relatives au recrutement apportent des modifications non seulement à certaines règles qui concernent directement le recrutement, mais également à d'autres règles qui déterminent l'organisation des épreuves et le programme de celles-ci, la situation des stagiaires en matière d'avantages sociaux, les attributions et le statut du Secrétaire permanent au recrutement et des secrétaires adjoints. Les dispositions des projets relatives aux promotions rétablissent la distinction entre les concours de recrutement ouverts aux candidats étrangers à l'administration et les concours d'accession au niveau supérieur réservés aux agents de l'Etat qui postulent une promotion à un grade classé dans le niveau immédiatement supérieur. En matière d'avancement de grade, ces dispositions apportent de profondes modifications aux règles fixées par l'arrêté royal du 16 mars 1964, notamment par la suppression des examens de direction, de confirmation professionnelle et de maturité professionnelle.

La réforme entreprise touche, en outre, à de nombreuses autres matières.

.../...

En raison du grand nombre des modifications apportées aux principaux arrêtés fixant le statut des agents de l'Etat et de l'importance d'une partie d'entre elles, il se recommande que le Ministre de la Fonction publique expose dans un rapport au Roi la portée des dispositions en projet ainsi que les raisons qui justifient leur adoption. Ce rapport faciliterait beaucoup la compréhension des arrêtés. Il aurait l'avantage de permettre au Gouvernement de satisfaire de manière à la fois plus sûre et plus aisée à l'obligation que lui impose l'article 116 de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 de motiver le présent projet.

B. En ce qui concerne la présentation matérielle du texte, le présent projet gagnerait beaucoup en clarté s'il était divisé en chapitres qui grouperaient chacun les articles modifiant une des parties de l'arrêté royal du 2 octobre 1937. Le présent avis sera divisé de cette manière.

OBSERVATIONS PARTICULIERES.

PREAMBULE.

A. Il y a lieu de viser la loi du 20 mai 1949 étendant l'application du régime de la sécurité sociale à certains travailleurs occupés par les administrations publiques, notamment l'article 1er, § 1er, alinéa 1er, 1°. En effet, comme l'observation en sera faite ci-dessous, l'article 27quater, § 1er, alinéa 2 nouveau, inséré dans l'arrêté royal du 2 octobre 1937 par l'article 9 du projet, est pris en application de cette disposition.

.../...

B. Les considérants devraient être précisés sur plusieurs points, notamment en ce qui concerne le régime des stagiaires en matière d'avantages sociaux. Ils appellent aussi des amendements de forme.

Au surplus, la seconde partie du cinquième considérant ne motive pas un article du projet mais plutôt l'article 8 du projet L. 10.779, qui insère un nouvel article 35 dans l'arrêté royal du 7 août 1939.

Il serait plus logique de placer les considérants dans le même ordre que les articles qu'ils ont pour objet de motiver.

Sous réserve des décisions qui seront finalement prises par le Gouvernement au sujet de certaines dispositions, les considérants pourraient être rédigés comme suit :

"Considérant que les dispositions ayant pour objet d'assurer l'exécution du statut des agents de l'Etat doivent être adaptées aux besoins de chaque Ministère; qu'en vue de favoriser cette adaptation et de simplifier la procédure, il se recommande de soumettre ces dispositions à l'avis préalable du conseil de direction et de confier au Ministre le pouvoir de prendre celles qui sont relatives à certaines matières déterminées;

Considérant que pour obtenir la coordination nécessaire, il suffit que l'accord du Ministre qui a la Fonction publique dans ses attributions soit exigé pour certaines dispositions;

.../...

Considérant que le programme des épreuves doit être adapté à la formation des récipiendaires et que, dès lors, il y a lieu d'organiser séparément, d'une part, les concours de recrutement destinés aux candidats étrangers à l'administration et, d'autre part, les concours d'accession au niveau supérieur réservés aux agents de l'Etat qui postulent une promotion à un grade du niveau immédiatement supérieur;

Considérant que le bon fonctionnement de l'administration postule un recrutement organisé sur la base de prévisions établies au sujet des besoins des divers services; que dès lors, il convient de permettre l'ouverture de concours exclusivement destinés à la constitution de réserves de recrutement;

Considérant (nouveau) qu'en vue de favoriser le recrutement d'agents ayant les aptitudes particulières requises pour l'exercice des fonctions à conférer, il y a lieu de prévoir la fixation de conditions spéciales pour l'accès à certains grades ou certains emplois ou pour la participation à des épreuves déterminées;

Considérant que dans un but de simplification administrative, il y a lieu d'assimiler à nouveau les stagiaires aux agents définitifs en ce qui concerne le régime des avantages sociaux, et notamment en matière de pensions de retraite et de survie; que, toutefois, dans l'intérêt des stagiaires licenciés pour cause d'inaptitude, il y a lieu de les soumettre, durant leur période de préavis, au régime de la sécurité sociale des travailleurs, dans la mesure où le permet la loi du 20 mai 1949;

.../...

Considérant qu'une continuité de vues est indispensable dans la haute direction du Secrétariat permanent de recrutement; (... la suite à préciser par le Gouvernement selon les dispositions qu'il aura arrêtées).

Considérant (nouveau) que dans un but de coordination, il y a lieu de confier au Secrétaire permanent au recrutement l'organisation de toutes les épreuves de recrutement et de promotion, tout en lui permettant de déléguer aux chefs d'administration compétents le soin d'organiser certaines d'entre elles;

Considérant qu'en matière de promotion par avancement de grade, l'institution d'examens pour l'accès à tous les grades d'un rang déterminé constitue une mesure trop générale, qui ne tient pas compte des besoins propres des divers départements et des diverses administrations; qu'il suffit de prévoir, dans le présent statut, la faculté d'imposer des examens d'avancement de grade;

Considérant qu'en vue de simplifier la procédure préalable aux promotions et aux changements de grade, il se recommande, dans les départements où le personnel est très nombreux, de ne pas imposer la publication de la vacance de tous les emplois à conférer pour les grades des niveaux 2, 3 et 4, tout en assurant aux agents intéressés la faculté de faire valoir leurs titres à une nomination;

Considérant que la modification apportée au régime des examens d'avancement de grade doit entraîner la suppression des nominations à titre de principalat;

Considérant (nouveau) qu'il convient de préciser le rôle, dans la chambre de recours, du fonctionnaire

.../...

désigné pour défendre la proposition contestée (1);

Considérant (nouveau) qu'il y a lieu de simplifier, dans certains cas, la procédure prescrite pour les dérogations apportées à l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat (2);

Considérant qu'il convient d'améliorer la rédaction néerlandaise des textes; ".

CHAPITRE Ier. - MODIFICATION DE LA "PREMIERE PARTIE. DES AGENTS DE L'ETAT".

Article 1er du présent projet L. 10.778 (article 6 du statut).

L'article remplace l'article 6 du statut par la disposition suivante :

> "Article 6. Sous réserve de l'application de l'article 116 du présent arrêté, les dispositions particulières qui ont pour objet d'assurer, dans chaque Ministère, l'exécution du statut des agents de l'Etat et des arrêtés qui l'ont modifié ou complété, sont prises par arrêté ministériel, après avis du conseil de direction, sauf dans les cas expressément prévus par Nous.
>
> L'accord du Ministre qui a la Fonction publique dans ses attributions n'est requis que lorsqu'il en est disposé ainsi".

.../...

---

(1) Voir la proposition du Conseil d'Etat relative à l'article 84 du statut.

(2) Voir l'observation D relative à l'article 1er du projet.

L'article en projet supprime la notion de "règlement organique" au sens de l'article 4 du texte originel du statut, repris par l'article 6 inséré par l'arrêté royal du 16 mars 1964. Au surplus, il change profondément le mode d'établissement des dispositions dont il s'agit. Comme l'explique le premier considérant du préambule, l'article en projet tend à assurer une simplification de la procédure et à favoriser une plus grande adaptation des dispositions aux besoins propres de chaque Ministère. Dans ce but, le texte nouveau délègue au Ministre le pouvoir de prendre les dispositions précitées, sauf dans les cas expressément prévus. Il ne contient plus de disposition générale soumettant toutes ces dispositions à l'accord du Ministre qui a la Fonction publique dans ses attributions : cet accord ne sera plus requis qu'en des matières déterminées, par l'effet de dispositions particulières. Le Gouvernement estime, en effet, ce nouveau système suffisant pour assurer la coordination nécessaire. Enfin, à l'instar de l'article 6 de l'arrêté royal du 2 août 1966 portant des dispositions temporaires dérogeant aux règles relatives au recrutement et à la carrière des agents de l'Etat, l'article 6 nouveau du statut prescrit un avis du conseil de direction.

A. La délégation de pouvoir réglementaire faite par le Roi au Ministre est excessive.

Le Roi puise directement dans la Constitution le pouvoir de fixer le statut des agents de l'Etat. Quelles que soient les diverses théories présentées au sujet du fondement exact de ce pouvoir, il se rattache certainement à la qualité de chef de l'administration générale conférée au Roi par la Constitution. Le pouvoir qu'a le Roi de fixer

le statut des agents de l'administration générale a incontestablement des liens avec son pouvoir de nommer ces agents comme avec son pouvoir d'organiser les services de cette administration.

Actuellement, la fixation du statut des agents de l'Etat et sa mise en application exigent beaucoup de dispositions de nature réglementaire et des décisions individuelles extrêmement nombreuses. La Constitution n'impose pas que toutes ces décisions et même toutes ces dispositions soient prises par le Roi. A plusieurs reprises, la Cour de cassation a déclaré que "s'il est de principe que les pouvoirs sont inaliénables et intransmissibles, il n'est pas interdit à l'autorité déléguée par la Nation d'établir des autorités secondaires chargées d'agir sous son contrôle en prenant des mesures de détail sous réserve de son approbation expresse ou tacite; que cette mission, toute précaire et toujours révocable, confiée aux agents, n'implique aucune aliénation ou transmission de pouvoir"(1). La Cour de cassation a de même déclaré que "... le Roi peut se décharger sur ses Ministres du soin de déterminer

.../...

(1) Cass. 4 mai 1920, avec les conclusions de M. l'Avocat général DEMEURE, Pas. 1920, I, 135.
Voir aussi Cass. 3 mai 1921 (quatre arrêts), Pas. 1921, I, 362; 12 juillet 1938, Pas. 1938, I, 275; 14 novembre 1939, Pas. 1939, I, 468; 10 juillet 1953, avec les conclusions de M. GANSHOF van der MEERSCH, aujourd'hui Procureur général près la Cour de cassation, Pas. 1953, I, 917.

certaines mesures d'exécution d'une réglementation que lui-même a établie" (1). De même, le Conseil d'Etat a estimé que "le Roi a pu (par l'article 65, alinéa 3, de l'arrêté du 22 septembre 1955 organique de l'assurance maladie-invalidité) charger le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale de fixer les modalités et les conditions d'agréation; qu'il s'est ainsi déchargé sur le Ministre du soin de prendre certaines mesures d'exécution d'une réglementation qu'il était, lui-même, compétent pour établir" (2). En outre, le Conseil d'Etat a, par exemple, admis que le Roi avait pu déléguer au Ministre, par l'article 3 du statut du 2 octobre 1937, le pouvoir de nommer les agents de l'Etat de la deuxième catégorie(3). Le Conseil d'Etat a aussi déclaré "que (l'article 37, alinéa 1er, des lois coordonnées sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires) a chargé le Roi du soin de nommer les membres du jury central; qu'en exécution de cette mission, il a nommé régulièrement les membres du jury central; qu'il pouvait aussi charger régulièrement le Ministre du soin de pourvoir éventuellement, en exécution dudit arrêté, au remplacement des présidents, présidents suppléants et membres empêchés, cette tâche constituant une mesure accessoire et complémentaire; qu'il ne s' ensuit toutefois pas que le Ministre peut déléguer ce pouvoir à un fonctionnaire et qu'il n'appert, du reste,pas qu'une telle

.../...

---

(1) Arrêts du 3 mai 1921 déjà cités. Voir aussi Cass. 13 mai 1935. Pas. 1935, I, 246.

(2) C.E. 11 septembre 1959, Union nationale des opticiens de Belgique, n° 7211, IIIe, Rec., page 535.

(3) C.E. 12 novembre 1954, PIRLOT, n° 3814, VIIe, Rec., p. 965.

délégation a eu lieu ... " (1). Dans un arrêt du 24 juin 1966 (2), le Conseil d'Etat relève "que, par ses articles 3, 4, 6 et 7, l'arrêté royal du 26 juin 1962 (relatif à la situation administrative des agents de l'Etat de l'ancien Ministère des Affaires africaines) délègue au Ministre qui a la Fonction publique dans ses attributions, le pouvoir de prendre certaines mesures à l'égard des anciens agents du Ministère des Affaires africaines, et ce, dans la plupart des cas, avec l'avis ou sur la proposition du Ministre intéressé à la mesure". Le Conseil d'Etat déclare "que cette délégation concerne des mesures d'exécution du principe énoncé à l'article 1er de l'arrêté royal du 26 juin 1962, qui institue une réserve de personnel où sont inscrits les agents de l'Etat appartenant, à la date du 1er août 1962, aux services de l'ancien Ministère des Affaires africaines; que le Roi a pu, sans violer l'article 66 de la Constitution, charger le Ministre de la Fonction publique de pouvoirs ainsi limités". Dans un arrêt du 22 septembre 1967 (3), le Conseil d'Etat considère "que la répartition des fonctionnaires et agents au sein d'un Ministère n'apparaît pas comme une prérogative du Roi qui ne puisse être déléguée au Ministre compétent".

.../...

- -

(1) C.E. 7 février 1961, DAUDELET, n° 8421, IVe, Rec., p. 153.

(2) En cause COLLE et CONSORTS, n° 11.907, IIIe, Rec., p. 607.

(3) En cause DE CREMER, n° 12.543, IIIe, Rec., p. 801.

Comme il ressort des arrêts qui viennent d'être cités à titre d'exemples et comme le ferait apparaître avec plus de précision une analyse plus étendue de la jurisprudence des cours et tribunaux et du Conseil d'Etat, la faculté pour le Roi de déléguer ses pouvoirs est soumise à diverses restrictions dont il n'est pas possible d'entreprendre un examen dans le présent avis (1). Il suffit de relever ici que pour déterminer si des délégations consenties par le Roi restent dans des limites où elles sont admissibles, il faut tenir compte notamment de la source des pouvoirs attribués au Roi et de la manière dont ils sont définis, de la matière dans laquelle ces pouvoirs sont conférés, de l'autorité à laquelle la délégation est donnée, ainsi que de l'importance des pouvoirs délégués.

.../...

(1) A ce sujet, on peut notamment consulter les ouvrages et articles indiqués ci-après :
DE BROUCKERE et TIELEMANS, Répertoire de l'administration et du droit administratif, tome VI, 1843, V° Délégation; GIRON, Dictionnaire de droit administratif, 1895, tome Ier, p. 271, V° Délégation de pouvoirs; Paul ERRERA, Traité de droit public belge, 1918, § 75 et § 137.
M. VAUTHIER, Précis de droit administratif, tome Ier, p. 70; P. WIGNY, Droit administratif. Principes généraux, 4e éd. 1962, pp. 72-79. A. MAST, Précis de droit administratif belge, 1966, n°s 15-16; Overzicht van het Belgisch administratief recht, 1968, n°s 15-16; A. BUTTGENBACH, Manuel de droit administratif, 3e éd., 1966, n°s 108 à 125bis. André MOLITOR, "Les délégations de pouvoirs", Rec. gén. enreg. et not. 1944, p. 163; Cyr CAMBIER, "La censure de l'excès de pouvoir", col. 169-175; A. VRANCKX, "Plaatsvervanging en delegatie van overheidsbevoegdheid", Rechtskundig weekblad, Feestnummer du 10 juin 1962, col. 2383; M. VAN WESEMAEL, "Noodzakelijkheid en toelaatbaarheid van bevoegdheidsoverdracht", Tijds. v. Bestuursw. 1963, p. 358; A. MAST, "Delegatie en toewijzing van bevoegdheid", Liber Amicorum Prof. Baron FREDERICQ, 1965, tome II, p. 737.

En raison de leur nature même, les pouvoirs de caractère réglementaire présentent, en principe, une importance plus grande que les pouvoirs qui consistent à prendre des décisions individuelles. Selon la jurisprudence de la Cour de cassation et du Conseil d'Etat citée plus haut, le Roi peut néanmoins confier des pouvoirs de caractère réglementaire aux Ministres. Cette solution se justifie notamment par le statut donné aux Ministres par notre régime constitutionnel. Toutefois, même lorsqu'elle est consentie au Ministre, la délégation d'un pouvoir de caractère réglementaire ne peut avoir pour objet un pouvoir trop important. Elle ne peut consister qu'à attribuer au Ministre le pouvoir de déterminer les "mesures d'exécution" d'une réglementation dont le Roi fixe lui-même toutes les dispositions fondamentales.

Dans son avis sur le projet devenu l'arrêté royal du 14 février 1961 fixant le statut du personnel de certains organismes d'intérêt public, le Conseil d'Etat a jugé excessive une délégation de pouvoir réglementaire prévue par le projet : "... l'arrêté qui par voie de disposition générale, définit des infractions et détermine leur sanction constitue une partie du statut du personnel. C'est le Roi qui, en vertu de l'article 11 de la loi du 16 mars 1954, est compétent pour établir ce statut. A peine d'éluder les règles légales de compétence, les délégations de pouvoir ne sont permises que pour des mesures accessoires. En raison de la généralité des termes de l'article 75 (du projet), le Ministre pourrait établir une réglementation applicable à tous les organismes soumis à sa tutelle et cette réglementation pourrait, par voie de dispositions générales liant les autorités qui exercent le pouvoir disciplinaire, prévoir les

.../...

peines les plus graves. La matière ainsi confiée au Ministre est trop importante pour faire l'objet d'une délégation" (1).

En ce qui concerne l'exécution du statut des agents de l'Etat, le Roi dispose sans doute d'une liberté plus grande pour déléguer une partie de ses pouvoirs aux Ministres, puisque cette matière touche à l'organisation des administrations de l'Etat et que la Constitution confie au Roi les pouvoirs les plus larges pour donner à ces administrations l'organisation qu'il estime la plus adéquate (2). Même dans le domaine dont il s'agit ici, le Roi ne peut toutefois déléguer au Ministre que des pouvoirs réglementaires limités qui se bornent à l'habiliter à régler certaines questions précises ou à fixer les modalités d'application de règles dont le Roi a lui-même déterminé la teneur. Or, "les dispositions particulières qui ont pour objet d'assurer dans chaque Ministère l'exécution du présent statut et des arrêtés qui l'ont modifié ou complété" visées par l'article 6 du statut concernent, pour partie, des matières très importantes; en outre, sur certains points, en l'absence de règles précises établies par le statut, les autorités chargées de prendre ces dispositions particulières disposent d'un très large pouvoir d'appréciation. C'est ce que fait apparaître l'analyse du statut et c'est ce que l'expérience a confirmé.

.../...

---

(1) Moniteur belge du 15 mars 1961; Pasinomie 1961, p.145.

(2) A. MAST, article déjà cité "Delegatie en toewijzing van bevoegdheid".

On peut moins encore admettre que le Roi délègue au Ministre le pouvoir de prendre des dispositions réglementaires qui dérogeraient à celles que le Roi a instituées, sans que soient préalablement fixées les limites dans lesquelles ces dérogations peuvent être établies.

La délégation prévue par l'article 6 en projet ne peut donc être admise. Ce texte renverse le système qu'imposent les principes applicables à la matière : ces principes réservent au Roi le pouvoir de prendre les dispositions dont il s'agit, sauf dans les cas où il aura confié ce pouvoir au Ministre.

B. L'article 6, alinéa 2, du projet est dépourvu de portée juridique et devrait être omis. Ce sont seules les dispositions particulières prescrivant, dans les divers cas qu'elles indiquent, "l'accord du Ministre qui a la Fonction publique dans ses attributions" qui auront pour effet d'imposer cette formalité.

Pour le surplus, il suffit que, dans le rapport au Roi, le Ministre de la Fonction publique attire l'attention des administrations intéressées sur l'obligation de solliciter ledit accord en certains cas. Pour rendre plus aisée l'application du statut, il se recommande d'énumérer dans ce rapport les différents cas où cet accord est requis, en faisant référence à la disposition qui règle chacun de ces cas.

.../...

C. Selon les explications des délégués du Ministre, lorsqu'une disposition ayant pour objet d'assurer, dans un Ministère déterminé, l'exécution du statut contiendra une dérogation à l'arrêté royal du 2 octobre 1937 qui n'est pas prévue par ce dernier arrêté, elle devra, à la fois, être soumise à l'avis du conseil de direction en application de l'article 6 de cet arrêté et "(faire) l'objet d'un arrêté motivé délibéré en conseil des Ministres" en application de son article 116. En raison de l'importance de cette règle, il se recommande de l'énoncer dans une disposition qui pourrait former le paragraphe 2 de l'article 6.

En revanche, lorsqu'une disposition contient une dérogation au statut du 2 octobre 1937 dans une matière où ce statut prévoit la faculté d'établir une telle dérogation, elle ne tombe pas sous l'application de l'article 116. En effet, la disposition dont il s'agit n'implique pas une nouvelle modification partielle du statut du 2 octobre 1937.

D. La combinaison des diverses dispositions du statut des agents de l'Etat peut avoir pour conséquence d'obliger le Gouvernement à accomplir de multiples formalités, spécialement dans le cas indiqué au premier alinéa du C. Dans ce cas, il faudra, en effet, soumettre le projet à l'avis du conseil de direction et ensuite à la délibération du conseil des Ministres, formalité qui entraînera l'intervention du comité général de consultation syndicale. Le cas échéant, l'accord du Ministre qui a la Fonction publique dans ses attributions pourra également être requis. Au surplus, l'arrêté devra être motivé. Il appartiendra au Gouvernement d'examiner s'il n'y aurait pas lieu de simplifier la procédure, par exemple en permettant dans certains cas de remplacer la délibération

.../...

en conseil des Ministres par l'accord ou l'avis du Ministre qui a la Fonction publique dans ses attributions. L'arrêté royal du 7 décembre 1959 constitue, à cet égard, un précédent.

E. L'article 4 du texte originel de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 a toujours été interprété en ce sens qu'il permettait au Roi de fixer des conditions supplémentaires de nomination tant en matière d'avancement que de recrutement (1). Après sa modification par l'arrêté royal du 7 décembre 1959, l'article 4 du statut a conservé la même portée (2). Ainsi que le Conseil d'Etat l'a observé dans son avis sur le projet devenu l'arrêté royal du 16 mars 1964, l'article 6 nouveau inséré par ce dernier arrêté dans le statut avait lui aussi la même portée (3).

Comme l'ont confirmé les délégués du Ministre, l'article 6 en projet n'apporte pas de modification sur ce point. Les arrêtés qui, tant en matière de promotion que de recrutement, ajoutent aux conditions générales fixées par le statut, des conditions particulières pour la nomination à certains grades ou à certains emplois ne doivent pas être considérés comme dérogeant par cela même au statut.

*

.../...

(1) Arrêts du Conseil d'Etat du 13 novembre 1953, BIHAIN, n° 2910; du 13 novembre 1962, VERHASSELT, n° 9700, IVe; du 26 mai 1966, NICOLAS, n° 11.843. Recueil 1953, p. 1287; 1962, p. 926 et 1966, p. 497.

(2) Arrêt du 13 novembre 1962 précité; arrêt du 9 décembre 1964, DE WIEST, n° 10.912. Recueil, p. 908.

(3) Extrait de l'avis du Conseil d'Etat reproduit dans l'Instruction générale du 31 juillet 1964 prise par le Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique (Moniteur belge du 10 novembre 1964, p. 11.789).

Compte tenu des observations qui ont été faites plus haut, l'article 6 pourrait être rédigé comme suit :

"Article 6.-

§ 1er. Les dispositions particulières qui ont pour objet d'assurer, dans chaque Ministère, l'exécution du présent statut et des arrêtés qui l'ont modifié ou complété sont prises par Nous, à moins que Nous n'ayons confié ce pouvoir au Ministre. Dans ce dernier cas, le pouvoir attribué au Ministre ne l'autorise pas, sauf disposition contraire expresse, à déroger au statut fixé par Nous.

Toutes les dispositions prises en application de l'alinéa 1er sont soumises à l'avis préalable du conseil de direction.

§ 2. Les dispositions qui, tout en ayant l'objet défini au § 1er, contiennent des dérogations au présent statut non expressément prévues par celui-ci, sont soumises à la fois à la formalité prescrite par le § 1er, alinéa 2, et aux formalités prescrites par l'article 116".

.../...

Article 1er du projet L. 10.781 (article 6bis à insérer dans le statut).

L'article 1er du projet d'"arrêté royal modifiant certaines dispositions relatives à la situation administrative et pécuniaire des agents de l'Etat" (L.10.781) tend à insérer un article 6bis dans l'arrêté royal du 2 octobre 1937. La disposition dont il s'agit trouverait mieux sa place dans le présent projet, dont elle pourrait former l'article 2.

Cet article pourrait être rédigé de la manière suivante :

"Article ...

Un article 6bis rédigé comme suit est inséré dans le même arrêté :

"Article 6bis. Lorsque la nomination à un grade peut être faite selon plusieurs modes et qu'aucune disposition n'impose un mode déterminé, le Ministre compétent ou le chef d'administration, auquel il a délégué le pouvoir de nomination, choisit le mode de nomination à suivre pour l'attribution de chaque emploi devenu vacant".

.../...

CHAPITRE II. - MODIFICATIONS DE LA "PARTIE III.DU RECRUTEMENT".

Section 1ère. Modification du "Titre premier. Des épreuves de recrutement".

Article 2 du projet (article 16 du statut).

L'article 16 du statut que l'article remplace par des dispositions nouvelles concerne les conditions d'admissibilité auxquelles doivent satisfaire les candidats qui veulent participer aux concours de recrutement.

A. Dans le but de présenter avec plus de clarté les dispositions en projet, il conviendrait de distinguer plus nettement :

I. les dispositions qui fixent des conditions générales d'admissibilité, auxquelles doivent satisfaire tous les candidats;

II. celles qui concernent l'établissement de conditions supplémentaires d'admissibilité, auxquelles devront satisfaire les candidats se présentant à certains concours de recrutement;

III. celles qui autorisent des dérogations aux conditions prévues aux I et II.

En outre, en ce qui concerne les dispositions indiquées au II, il conviendrait de faire plus nettement la distinction entre la fixation de conditions supplémentaires imposées pour tous les concours de recrutement à certains grades ou à certains emplois (1) et la fixation de conditions supplémentaires imposées pour la participation à une épreuve déterminée(2).

.../...

(1) Article 16, § 2, A, du texte proposé par le Conseil d'Etat.
(2) Article 16, § 2, B et C, du texte proposé par le

B. On peut reprocher aux dispositions en projet de de ne pas être parfaitement cohérentes et de ne pas respecter les règles qui doivent présider à la répartition des compétences entre les Ministres et le Secrétaire permanent au recrutement.

I. Le Roi a déjà délégué au Secrétaire permanent des pouvoirs de nature réglementaire. Le Conseil d'Etat admet la constitutionnalité d'une telle délégation pour autant qu'elle ait pour objet des pouvoirs fort limités. Le Roi ne peut évidemment attribuer au Secrétaire permanent des pouvoirs de nature réglementaire aussi larges que ceux qu'il peut confier à un Ministre. Malgré l'importance de ses attributions, le Secrétaire permanent est un fonctionnaire. L'indépendance qui lui est reconnue dans l'exercice de ses fonctions (1) rend même particulièrement délicate la délégation de certains pouvoirs au Secrétaire permanent.

Déjà dans son texte originel, l'article 15 de l'arrêté royal du 20 janvier 1939 attribuait au Secrétaire permanent des pouvoirs réglementaires limités en ce qui concerne la fixation de conditions d'admissibilité à une épreuve déterminée. Cet article autorisait le Secrétaire permanent "à ajouter d'autres conditions d'admissibilité aux conditions d'admissibilité prévues par l'arrêté royal du 2 octobre 1937 et par le présent arrêté ainsi qu'à modifier ces conditions, mais uniquement d'après les besoins spéciaux de l'administration pour laquelle le recrutement est organisé". Le Rapport au Roi (2) justifie

.../...

(1) Voir le rapport au Roi précédant l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat (Moniteur belge du 8 octobre 1937).
(2) Moniteur belge du 12 février 1939.

cette disposition comme suit : "L'article 15 permet d'assouplir le système du recrutement en l'adaptant aux multiples fonctions publiques présentes et à venir. Dans ce but, il autorise le Secrétaire permanent à ajouter d'autres conditions d'admissibilité à celles qui sont prévues par le présent arrêté. Il est des fonctions auxquelles ne peuvent être appelés que des candidats qui ont acquis une expérience pratique. D'autre part, le Ministre des Finances exige de certains agents qu'ils aient été stagiaires, c'est-à-dire agents temporaires. La règle indiquée ci-dessus a donc sa raison d'être". Par son arrêt du 18 janvier 1955, LAURENS, n° 4004, le Conseil d'Etat a admis la légalité d'une décision du Secrétaire permanent fixant une condition d'âge minimum; il l'a fait en invoquant "que, contrairement à ce que soutient le requérant, les pouvoirs limités accordés au Secrétaire permanent par les articles 11 et 15 de l'arrêté royal du 20 janvier 1939 ne sont pas en opposition avec les règles constitutionnelles" (1).

Aux termes de l'article 16, § 1er, alinéa 1er, 7°, en projet, les candidats doivent : "7° Satisfaire à la condition d'âge minimum et/ou à la condition de pratique ou de qualification professionnelles fixées éventuellement par le Secrétaire permanent au recrutement, compte tenu des besoins des services". Cette disposition peut sans doute être admise en son principe. Elle devrait toutefois être amendée de manière à confier au Secrétaire permanent des pouvoirs définis avec plus de précision afin d'éviter que la disposition puisse être interprétée

.../...

(1) Recueil, 1955, p. 70.

comme impliquant une délégation qui serait excessive et d'éviter aussi un manque d'harmonie entre la disposition dont il s'agit et d'autres dispositions du même article 16, que l'on va présentement examiner.

II. L'article 16, § 1er, alinéa 3 en projet, porte que "Lors de chaque recrutement, le Ministre peut, compte tenu des besoins des services et avec l'accord du Secrétaire permanent au recrutement, désigner, parmi les diplômes ou certificats d'études admis, celui ou ceux qui sont requis pour les emplois à conférer". Il ne convient pas de subordonner la décision du Ministre à "l'accord" du Secrétaire permanent au recrutement, d'autant plus que cette décision implique l'exercice d'un pouvoir d'appréciation fort large au sujet des besoins du service pour lequel le recrutement est organisé. Le Conseil d'Etat propose de prévoir un "avis" du Secrétaire permanent. Les Ministres ne manqueront pas d'attacher à cet avis toute l'importance qu'il mérite en raison de l'expérience qu'a le Secrétaire permanent en matière de recrutement.

L'article 16, § 1er, alinéa 2, permet au Ministre d'imposer, par un règlement, pour le recrutement à certains grades et à certains emplois, la possession de diplômes ou certificats d'études déterminés choisis parmi ceux qui sont indiqués au § 1er, lorsque cette condition est justifiée par la nature des fonctions à exercer. Il y a un manque d'harmonie entre cette disposition et l'article 16, § 3, qui habilite le Secrétaire permanent au recrutement à déroger, pour une épreuve déterminée, non seulement à la condition générale de diplôme, mais aussi à la condition spéciale de diplôme qui vient d'être indiquée : le Secrétaire permanent ne peut sans doute agir

qu'"avec l'accord du Ministre qui a la Fonction publique dans ses attributions" mais il ne doit même pas prendre l'avis du Ministre du département intéressé. Le Conseil d'Etat propose que le pouvoir indiqué à l'article 16, § 3, d'apporter, pour une épreuve déterminée, des dérogations aux conditions de limite d'âge et de diplôme soit confié au Ministre qui a la Fonction publique dans ses attributions, agissant sur proposition ou après avis du Secrétaire permanent au recrutement et avec l'accord du Ministre du département intéressé.

C. Il résulte des principes généraux applicables en la matière ainsi que des articles 6 et 15, alinéa 2, de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 que seul le Roi peut imposer une condition supplémentaire d'admissibilité dans les cas pour lesquels il n'a donné délégation à cet effet ni au Ministre ni au Secrétaire permanent.

Comme l'ont confirmé les délégués du Ministre, les dispositions du projet laissent subsister la règle que seul le Roi a compétence pour imposer la condition de l'appartenance à un sexe déterminé pour la nomination à un grade ou à un emploi dans les cas exceptionnels où des éléments objectifs sont de nature à justifier la distinction ainsi faite entre les sexes (C.E. 21 décembre 1966, DE MEYER, n° 12.124,) (1).

.../...

(1) Recueil, page 1011.

D. Il va de soi qu'un agent de l'Etat qui satisfait à toutes les conditions d'admissibilité imposées aux candidats étrangers à l'administration peut participer, dans les mêmes conditions que ceux-ci, à un concours de recrutement. L'abrogation de l'article 16, § 3, actuellement en vigueur n'a nullement pour effet d'écarter cette règle qui n'a pas besoin d'être énoncée.

E. L'article 16 en projet appelle, en outre, quelques amendements de forme.

Au § 1er, alinéa 1er, 4°, il serait préférable d'employer l'expression "Satisfaire aux lois sur la milice" plutôt que l'expression "Avoir satisfait aux lois sur la milice". Cette dernière expression est celle qui figure à l'article 100 des lois sur la milice coordonnées le 30 avril 1962; mais elle a l'inconvénient d'avoir parfois été à tort comprise comme exigeant l'accomplissement du service militaire (1).

Au 6°, après les mots "être porteur d'un diplôme ou certificat d'études", les mots "régulièrement délivré" sont superflus et devraient être omis.

*

Compte tenu des diverses observations qui précèdent, l'article 16 du statut pourrait être rédigé comme suit :

.../...

(1) C.E. 12 juin 1951, VAN DEN EYNDE, n°930, IVe; Recueil, 1951, page 253. "Questions et réponses Sénat", session extr. 1965, p. 53.

"Article 16.-

§ 1er. Pour se présenter à un concours de recrutement, les candidats doivent remplir les conditions générales suivantes :

1° être Belge;
2° être de conduite irréprochable;
3° jouir des droits civils et politiques;
4° satisfaire aux lois sur la milice;
5° n'avoir pas atteint la limite d'âge fixée à 35 ans pour les candidats à un grade du niveau 1 et à 30 ans pour les candidats à un grade des autres niveaux. Toutefois, lorsque la nature de la fonction l'exige, cette dernière limite d'âge peut être portée à 35 ans par le Ministre du département intéressé;
6° être porteur d'un diplôme ou certificat d'études en rapport avec le niveau du grade à conférer, selon le tableau annexé au présent arrêté.

S'il n'en est pas autrement disposé dans la décision fixant les conditions d'admissibilité à un concours, les diplômes ou certificats donnant accès à un niveau déterminé sont pris en considération pour l'admission à des grades classés dans les niveaux moins élevés.

§ 2. Les candidats doivent, le cas échéant, remplir en outre les conditions spéciales imposées conformément aux dispositions ci-après :

A. Un règlement pris par le Ministre du département intéressé peut,pour le recrutement à certains grades ou à certains emplois, imposer la possession de diplômes ou certificats d'études déterminés, choisis parmi ceux qui sont mentionnés au tableau indiqué au § 1er, lorsque cette condition est justifiée par la nature des fonctions à exercer.

B. Le même Ministre peut, après avis du Secrétaire permanent au recrutement, imposer, pour la participation à une épreuve déterminée, la possession de tous diplômes ou certificats d'études particuliers, lorsque cette condition est justifiée par les besoins du service au moment où l'épreuve est organisée.

C. Le Secrétaire permanent au recrutement peut, pour une épreuve déterminée, imposer la condition d'un âge minimum ou des conditions spéciales d'aptitude professionnelle consistant dans des connaissances pratiques ou dans l'exercice d'une activité antérieure, lorsque de telles conditions sont justifiées par la nature des emplois à conférer.

§ 3. Sur la proposition ou après avis du Secrétaire permanent au recrutement et avec l'accord du Ministre du département intéressé, le Ministre qui a la Fonction publique dans ses attributions peut, lorsque les besoins de l'administration l'exigent, déroger, pour une épreuve déterminée, aux conditions relatives à la limite d'âge ou aux diplômes et certificats d'études, fixées au § 1er, 5° et 6°, et au § 2, A".

*

F. Pour respecter les règles générales relatives à la publicité des actes administratifs, les décisions des Ministres compétents ou du Secrétaire permanent fixant les conditions d'admissibilité à une épreuve déterminée doivent, contrairement à une pratique trop souvent suivie, être publiées avec la mention de la signature de leur auteur.

*

Article 3 du projet (article 20 du statut).

Pour éviter une contradiction apparente avec l'article 29, § 1er, alinéa 1er nouveau, de l'arrêté royal du 7 août 1939 (projet L. 10.779, article 4), qui prévoit l'organisation de concours d'accession au niveau supérieur pour la nomination par voie de promotion aux grades des rangs 10, 20 et 30, il serait préférable de rédiger comme suit l'alinéa 1er et l'alinéa 2, seconde phrase, de l'article 20 :

"Article 20.-
Les concours de recrutement sont organisés pour la nomination aux grades des rangs 10, 20, 30, 42, 41 et 40.

... Un règlement pris par le Ministre compétent détermine les grades qui sont conférés par cette voie".

Article 4 du projet (article 21 du statut).

En vue d'une plus grande précision, la disposition contenue dans l'article 21, § 1er, en projet pourrait être rédigée comme suit et faire l'objet d'un article 20bis :

"Article 20bis.

Les concours de recrutement sont organisés soit en vue de l'attribution d'un nombre préalablement déterminé d'emplois ou de l'admission d'un nombre préalablement déterminé de stagiaires, soit en vue de la constitution d'une réserve de recrutement.

Ces épreuves sont dénommées respectivement concour avec enjeu et concours sans enjeu".

.../...

L'objet du § 2 de l'article 21 est fort différent de l'objet du § 1er, puisqu'il concerne les attributions du Secrétaire permanent au recrutement. Il serait dès lors plus clair de faire de la disposition contenue dans l'article 21, § 2, un article distinct du statut. Dans cet article, il serait également plus clair de répartir entre deux alinéas distincts la disposition qui confie au Secrétaire permanent l'organisation des concours de recrutement et celle qui autorise celui-ci à déléguer ses pouvoirs.

L'article 21, § 2, seconde phrase, du projet se borne à énoncer qu'"Il (le Secrétaire permanent au recrutement) peut déléguer ce pouvoir aux conditions qu'il détermine, après accord du Ministre intéressé". Cette disposition n'indique pas à quelles autorités le Secrétaire permanent peut déléguer son pouvoir d'organiser les épreuves. Elle doit être amendée pour définir les limites dans lesquelles le Roi autorise le Secrétaire permanent à déléguer ses attributions. Le Gouvernement pourrait s'inspirer à cet égard de l'article 21, seconde phrase, du texte actuellement en vigueur.

Article 6 du projet (article 24 du statut).

Pour éviter un emploi critiquable du terme "candidat", l'article 24 du statut pourrait être rédigé comme suit :

"Article 24.-

Pour le recrutement au niveau 1, l'organisation des concours a lieu sur instruction du Ministre qui a la Fonct publique dans ses attributions.

Celui-ci détermine, s'il s'agit d'un concours à enjeu, le nombre de stagiaires susceptibles d'être admis".

Article 7 du projet (article 25 du statut).

Pour le motif indiqué à l'occasion de l'examen de l'article 6 du projet, l'article 25 du statut pourrait être rédigé comme suit :

"Article 25.-

Pour le recrutement aux niveaux 2, 3 ou 4, l'organisation des concours de recrutement a lieu lorsque les besoins du service l'exigent".

Article 9 du projet (articles 27bis à 27quater du statut).

L'article 9 du projet remplace par des textes nouveaux les articles 27bis à 27quater du statut qui, avec l'article 27 laissé inchangé, contiennent les "dispositions générales" applicables aux stagiaires des quatre niveaux.

Les textes nouveaux ne contiennent plus une disposition semblable à l'article 27ter, alinéa 3, actuellement en vigueur, lequel, sur base de l'article 1er, § 1er, 1°, alinéa 2, de la loi du 20 mai 1949, étend aux stagiaires "dans les limites prévues par cette loi", les règles de l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs. En ce qui concerne le régime applicable en matière d'avantages sociaux, les stagiaires seront donc de nouveau assimilés aux agents définitifs. Notamment, ils seront complètement soumis au régime de pensions de retraite et de survie institué par la loi générale du 21 juillet 1844.

.../...

Au principe qui vient d'être indiqué, le projet apporte toutefois une dérogation. Aux termes de l'article 27quater, § 1er, le stagiaire jugé inapte ne peut être licencié qu'avec un préavis de trois mois; durant la période de préavis, il est soumis, selon le cas, au statut des agents temporaires ou au statut du personnel ouvrier temporaire. Comme l'ont confirmé les délégués du Ministre, la disposition précitée a notamment pour objet de renvoyer à l'article 10 de l'arrêté du Régent du 30 avril 1947 et à l'article 9 de l'arrêté du Régent du 10 avril 1948, qui rendent "toutes les règles résultant de l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs sauf celles qui sont relatives aux congés payés" applicables respectivement aux agents temporaires et au personnel ouvrier temporaire. La substance de ces dispositions statutaires, dont la légalité avait été contestée, a été reprise par l'article 1er, § 1er, 1°, de la loi du 20 mai 1949. L'alinéa 2 de la même disposition habilite le Roi à en étendre le bénéfice, "par arrêté délibéré en conseil des Ministres", "à d'autres catégories du personnel occupé par les administrations de l'Etat, à l'exclusion des agents définitifs". Le Gouvernement entend, sur base de ces textes, soumettre, durant la période de préavis, les stagiaires licenciés pour cause d'inaptitude, au régime de sécurité sociale organisé par l'arrêté-loi du 28 décembre 1944, sauf en ce qui concerne les vacances annuelles.

*

.../...

Article 27bis.

Il serait plus exact de rédiger cet article comme suit :

"Article 27bis. Les stagiaires bénéficient des dispositions qui règlent pour les agents de l'Etat :

1° les allocations et indemnités de toute nature, dans la mesure où le fait qui donne lieu à l'octroi d'une allocation ou d'une indemnité est compatible avec l'exercice continu du stage;

2° le statut pécuniaire.

Pour l'application du présent article, les stagiaires sont censés titulaires du grade pour lequel ils se sont portés candidats".

Article 27quater.

Comme le Conseil d'Etat l'a déjà souligné dans son avis du 10 février 1961 (1), même si aucun texte ne le prescrit, le licenciement d'un stagiaire pour cause de faute ne peut être prononcé que dans le respect des droits de la défense. Il serait néanmoins préférable de compléter le § 2 par une disposition semblable à l'article 79, alinéa 1er, du statut, qui impose de manière expresse l'obligation d'entendre ou d'interpeller l'intéressé.

.../...

- -

(1) Avis L. 7437/1 sur le projet qui a abouti aux arrêtés royaux du 16 février 1961 relatifs au recrutement des agents de l'Etat de la première catégorie et aux stagiaires de celle-ci (page 30).

L'article 27quater pourrait être rédigé comme suit :

"Article 27quater, § 1er.- Le stagiaire ne peut être licencié pour cause d'inaptitude qu'avec un préavis de trois mois.

Pendant la période de préavis, il est soumis, selon le cas, au statut des agents temporaires ou au statut du personnel ouvrier temporaire.

§ 2. Tout acte fautif commis dans l'accomplissement du stage ou à l'occasion de celui-ci, tout manquement aux obligations du stage et tout acte qui compromet l'honneur de la fonction publique peuvent donner lieu au licenciement sans préavis du stagiaire qui s'en rend coupable. L'intéressé doit, au préalable, être entendu ou interpellé.

§ 3. Le licenciement des stagiaires du niveau 1 est prononcé, sur proposition de la Commission des stages et après avis du maître des stages compétent, par le Ministre du département auquel ils auraient été affectés en cas de nomination ou, si ce département n'est pas déterminé, par le Ministre qui a la Fonction publique dans ses attributions.

Le licenciement des stagiaires des autres niveaux est prononcé par le Ministre compétent sur proposition de la Commission départementale des stages et après avis du chef de service qui a le stagiaire intéressé sous ses ordres".

Article 10 du projet (article 28 du statut).

Reproduisant en grande partie l'article 28 actuellement en vigueur, l'article 28 en projet, qui concerne les stagiaires du niveau 1, dispose :

.../...

"Les candidats du concours de recrutement qui réunissent les conditions requises sont déclarés admissibles par le Secrétaire permanent au recrutement, et admis au stage par le Ministre qui a la Fonction publique dans ses attributions. Ce stage est d'une durée d'un an".

Il apparaît d'emblée que, par inadvertance, le terme "candidats" a été employé au lieu du terme "lauréats".

La répartition des dispositions relatives au statut des agents de l'Etat entre l'arrêté royal du 2 octobre 1937 et les arrêtés qui règlent certaines matières déterminées du statut soulève en elle-même des difficultés. Celles-ci sont d'autant plus grandes que la répartition dont il s'agit a parfois été influencée par des circonstances contingentes et n'est pas faite d'une manière parfaitement rationnelle. Dans l'état actuel des textes, il est parfois difficile de déterminer la meilleure place d'une disposition. Par ailleurs, pour que chacun des arrêtés reste compréhensible, il est parfois nécessaire d'y énoncer une règle qui se trouve contenue dans un autre.

La disposition portant que les lauréts des concours de recrutement qui réunissent les conditions requises sont déclarés admissibles par le Secrétaire permanent est intimement liée aux dispositions de l'article 16 du projet d'arrêté royal concernant les concours et examens (L. 10.780). Il est logique de l'insérer dans ce dernier article.

Par ailleurs, selon les renseignements donnés par les délégués du Ministre, c'est toujours au Secrétaire permanent ou à un secrétaire adjoint qu'il appartient de déclarer admissibles les lauréats qui réunissent

.../...

les conditions requises, même si le Secrétaire permanent a, en application de l'article 21, § 2, en projet, délégué à un chef d'administration le pouvoir d'organiser une épreuve déterminée.

Compte tenu des observations qui précèdent, l'article 28 du statut pourrait être rédigé comme suit :

"Article 28.-

Les lauréats du concours de recrutement qui, réunissant toutes les conditions requises, ont été déclarés admissibles et qui, en outre, se sont classés immédiatement ou viennent ultérieurement en ordre utile, sont admis au stage par le Ministre qui a la Fonction publique dans ses attributions.

Pour le niveau 1, le stage est d'une durée d'un an".

Article 31 du statut.

Bien que le projet ne soumette à aucune modification l'article 31 du statut actuellement en vigueur, le Conseil d'Etat estime devoir à nouveau attirer l'attention sur une difficulté que soulève cette disposition (1)

L'article 31, § 1er, porte que le stagiaire du niveau 1 jugé apte est "nommé ... en qualité d'agent de l'Etat au grade pour lequel il s'est porté candidat" et qu' "Il est affecté à un emploi permanent vacant de son grade". En droit, rien ne règle la situation du stagiaire du niveau 1, jugé apte, qui, à défaut d'emploi permanent vacant de son grade, ne peut recevoir d'affectation.

.../...

(1) Avis L. 7437/1, du 10 février 1961, déjà cité, page 29; avis L. 8594/1, du 3 février 1964, sur le projet devenu l'arrêté royal du 16 mars 1964, page 24.

Article 11 du projet (article 33 du statut).

Aucune disposition ne prévoit expressément que le Secrétaire permanent au recrutement prendra une décision déclarant admissibles les lauréats des concours de recrutement des niveaux 2, 3 et 4 qui réunissent les conditions requises. Selon les explications des délégués du Ministre, il est utile d'insérer dans l'article 16 du projet L. 10.780 une disposition réglant cette question, qui s'appliquerait indistinctement aux lauréats des concours de recrutement de tous les niveaux.

L'article 33 du statut pourrait être rédigé comme suit :-

"Article 33.-

§ 1er. Les lauréats du concours de recrutement qui, réunissant les conditions requises, ont été déclarés admissibles et qui, en outre, se sont classés immédiatement ou iennent ultérieurement en ordre utile, sont admis au stage ar l'autorité qui détient le pouvoir de nomination. Ils ont appelés en service en qualité de stagiaire et affectés à un emploi permanent vacant.

§ 2. Le stage est d'une durée de six mois pour le niveau 2 et de trois mois pour les niveaux 3 et 4.

Ce stage peut être prolongé d'un tiers de sa durée normale lorsque des circonstances exceptionnelles le justifient. L'autorité qui détient le pouvoir de nomination décide de cette prolongation sur proposition motivée de la Commission départementale des stages, précédée d'une proposition du chef de service qui a le stagiaire intéressé sous ses ordres".

.../...

Section 2. Modification du "Titre II. Du secrétariat permanent de recrutement.

Article 12 du projet (article 40 du statut).

Cet article concerne le statut du Secrétaire permanent au recrutement.

Selon le neuvième considérant du préambule, le Gouvernement juge "une continuité de vues ... indispensable dans la haute direction du Secrétariat permanent de recrutement". Il semble ressortir de la suite de ce considérant que le Gouvernement entend, dès lors, assurer une stabilité dans leurs fonctions de Secrétaire permanent ou de Secrétaire adjoint aux personnes qui, après les avoir exercées une première fois pendant cinq ans en vertu d'un mandat de cette durée, en seront chargées une nouvelle fois.

A la suite de la modification apportée par l'article 12 du projet à l'article 40 du statut, la dernière phrase de cet article serait rédigée comme suit : "Le mandat du Secrétaire permanent est d'une durée de cinq ans; s'il est renouvelé, il est confirmé sans terme".

Le texte du projet ne paraît pas exprimer de manière adéquate les intentions du Gouvernement.

Un mandat "sans terme"n'entraîne nullement la stabilité des fonctions, mais a, au contraire, un caractère plus précaire qu'un mandat conféré pour une période d'une durée préalablement fixée. Lorsque des fonctions sont confiées en vertu d'un mandat sans terme, l'autorité administrative qui les a conférées ne dispose sans doute pas d'un pouvoir discrétionnaire illimité pour les retirer;

mais elle peut,conformément aux principes généraux du droit administratif, mettre fin en tout temps auxdites fonctions pour tous motifs légalement admissibles, compte tenu de la nature des fonctions (1).

Si le Gouvernement entend accorder aux personnes confirmées, selon les conditions indiquées ci-dessus, dans leur qualité de Secrétaire permanent, une véritable stabilité de leurs fonctions, il y a lieu de recourir à la notion de "nomination à titre définitif". C'est cette notion que l'on trouve pour un mode analogue de collation des fonctions, dans la disposition contenue dans l'article 152 de la loi du 18 juin 1869 sur l'organisation judiciaire, complété par la loi du 9 août 1963, et reprise par l'article 151 du Code judiciaire.

Compte tenu de l'observation qui précède, l'article 40 du statut pourrait être rédigé comme suit :

"Article 40.-

Le Secrétariat permanent de recrutement est dirigé par un Secrétaire permanent.

Le Secrétaire permanent au recrutement est désigné ou nommé par Nous, sur proposition de Notre Premier Ministre et de Notre Ministre qui a la Fonction publique dans ses attributions et de l'avis de Nos Ministres qui en auront délibéré en conseil.

Le Secrétaire permanent est désigné pour une période de cinq ans.Celui qui a exercé les fonctions de Secrétaire permanent pendant une période de cinq ans, peut, à l'expiration de celle-ci, y être nommé à titre définitif".

.../...

(1) C.E. 2 juin 1955, MOXHON, n°4321, VIe, Rec. p.486;
11 janvier 1962, MABILLE, n°9088, VIe,Rec. p.7;
19 octobre 1962, ROCH, n°9639, IIIe,Rec. p.818.

Il appartient au Gouvernement d'examiner si les nouvelles dispositions qu'il arrêtera n'appellent pas des modifications au statut du Secrétaire permanent, tel qu'il est fixé par l'article 43 de l'arrêté royal du 2 octobre 1937, ainsi que certaines dispositions transitoires.

Article 13 du projet (article 41 du statut).

Dans un souci de plus grande précision, il se recommanderait de rédiger l'article 41, § 2, du statut comme suit :

"§ 2. Sous réserve de l'application de l'article 21, § 2, alinéa 2 (1), le Secrétaire permanent ou son délégué est chargé, en outre, de présider les jurys de tous les concours de recrutement ou d'accession au niveau supérieur et de tous les examens d'avancement de grade".

Article 14 du projet (article 42 du statut).

Cet article concerne le statut des secrétaires adjoints du Secrétariat permanent de recrutement. Il appelle les mêmes observations que l'article 12.

Si le Gouvernement entend assurer la stabilité des fonctions de secrétaire adjoint, l'article 42, § 1er, du statut pourrait être rédigé comme suit :

.../...

(1) Du texte proposé par le Conseil d'Etat.

"Article 42.

§ 1er. Le Secrétaire permanent au recrutement est assisté par un ou deux secrétaires adjoints.

Les secrétaires adjoints sont désignés ou nommés par Nous sur proposition du Ministre ... (Il appartient au Gouvernement de se prononcer sur ce point).

Les secrétaires adjoints sont désignés pour une période de cinq ans. Celui qui a exercé les fonctions de secrétaire adjoint pendant une période de cinq ans, peut, à l'expiration de celle-ci, y être nommé à titre définitif".

CHAPITRE III. MODIFICATIONS DE LA "PARTIE VI. DU CONSEIL DE DIRECTION".

Articles 15 et 16 du projet (articles 53 et 54 du statut).

Ces articles n'appellent pas d'observations.

CHAPITRE IV. MODIFICATIONS DE LA "PARTIE VIII. DE L'ANCIENNETE ET DU CLASSEMENT".

Article 17 du projet (article 69 du statut).

Le début de l'article 69, § 1er, gagnerait à être rédigé comme suit :

"Article 69.

§ 1er. Un arrêté royal pris sur proposition du Ministre du département intéressé et avec l'accord du Ministre qui a la Fonction publique dans ses attributions détermine :

1° ...(comme au projet) ... ".

CHAPITRE V. MODIFICATIONS DE LA "PARTIE IX. DE LA CARRIERE DES AGENTS DE L'ETAT".

Article 18 du projet (article 70 du statut).

Il convient de relever, à propos de l'article 70, § ler, alinéa 2, 2°, que le projet rend à l'accession au niveau supérieur la portée que lui avait donnée l'article 16, dernier alinéa, du texte originel du statut, modifié implicitement par l'article 26 de l'arrêté royal du 20 janvier 1939 déterminant le fonctionnement et les attributions du Secrétariat permanent de recrutement.

Il serait plus exact de rédiger l'article 70, § 3, comme suit :

"§ 3. La promotion par accession au niveau supérieur est attribuée par voie de concours".

Article 19 du projet (article 72 du statut).

A. Le texte en projet ne reproduit pas la disposition contenue dans l'article 72, § 2, alinéa ler, du texte actuellement en vigueur, qu'il semble cependant utile de maintenir.

En outre, il serait sans doute plus clair de fondre en un même paragraphe les dispositions contenues respectivement dans le § 2 et dans le § 5 de l'article 72 en proj

Par ailleurs, il va de soi que l'inscription à un concours d'accession au niveau supérieur vaut présentati

.../...

de candidature pour les emplois qui seront attribués à la suite de ce concours.

B. Quant à la disposition contenue dans l'article 72, § 3, en projet, qui a un objet particulier, elle devrait plutôt être énoncée dans un article distinct. Il serait d'autant plus logique d'en faire l'article 73 nouveau du statut, que "l'octroi de l'échelle de traitements dite de sélectionné" remplace le principalat.

Compte tenu des observations qui précèdent, l'article 72 du statut pourrait être rédigé comme suit :

"Article 72.

§ 1er. La promotion et le changement de grade ne peuvent avoir lieu qu'en cas de vacance d'un emploi permanent du grade à conférer.

Ils sont accordés selon les règles fixées par Nous.

§ 2. Pour chacun des Ministères, le Ministre détermine les modalités selon lesquelles la vacance d'un emploi à conférer par changement de grade ou par promotion est portée à la connaissance des agents susceptibles d'être nommés. Aucun changement de grade et aucune promotion ne peuvent avoir lieu sans que cette communication ait été préalablement faite à ces agents et que ceux-ci aient été invités à présenter leur candidature.

Toutefois, avec l'accord du Ministre qui a la Fonction publique dans ses attributions, le Ministre compétent peut décider que la communication prévue par

.../...

l'alinéa 1er ne devra pas être faite pour les nominations et promotions aux grades des niveaux 2, 3 et 4 qu'il détermine. Dans ce dernier cas, les propositions de nomination et de promotion sont notifiées même aux agents qui n'ont pas présenté leur candidature.

§ 3. Sous réserve de l'application du § 2, alinéa 2, en cas de promotion ou de changement de grade, sont seuls pris en considération les titres des agents qui ont présenté leur candidature dans la forme et le délai qui sont fixés par le règlement pris par le Ministre.

Toutefois, en l'absence de tout candidat, l'autorité compétente peut nommer par changement de grade ou par promotion par avancement de grade, un agent qui remplit les conditions requises mais qui n'a pas présenté sa candidature".

Article 20 du projet (article 73 du statut).

Plutôt que d'abroger l'article 73, le Conseil d'Etat propose de le remplacer par la disposition contenue dans l'article 72, § 3, en projet (voir l'observation qui vient d'être faite au sujet de l'article 19 du projet).

.../...

CHAPITRE VI. -MODIFICATIONS DE LA "PARTIE X. DU REGIME DISCIPLINAIRE".

Article proposé par le Conseil d'Etat (modification de l'article 84 du statut).

Aux termes de l'article 84, c, du statut, les chambres de recours départementales se composent notamment "c) d'un fonctionnaire désigné dans chaque affaire par le Ministre du Ministère intéressé ou par son délégué pour défendre la proposition contestée".

La même disposition ajoute en son alinéa 2, que "Ce fonctionnaire n'a pas voix délibérative". Il ressort de l'arrêt prononcé par le Conseil d'Etat le 30 mai 1969, sous le n° 13.593, qu'en application du principe général institué par l'article 88 du décret du 30 mars 1808, modifié par la loi du 19 avril 1949, reproduit par l'article 768 du Code judiciaire, le fonctionnaire indiqué ne peut pas assister à la délibération de la chambre de recours et que l'avis de celle-ci doit faire mention de ce que cette interdiction a été respectée.

Pour éviter la méconnaissance de ces règles, le Conseil d'Etat propose une modification de l'article 84, c, du statut, en vue de les consacrer par un texte exprès.

Si le Gouvernement se rallie à cette suggestion, il lui appartiendra de compléter le projet par un article qui pourrait être rédigé comme suit :

.../...

"Article ...

L'article 84, c, alinéa 2, du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

"Ce fonctionnaire ne peut assister à la délibération. L'avis fait mention de ce que cette interdiction a été respectée".

CHAPITRE VII. - MODIFICATIONS DE LA "PARTIE XIII".

Article 22 du projet (article 113 du statut).

Cet article n'appelle pas d'observations.

CHAPITRE VIII.- MODIFICATIONS DU TEXTE NEERLANDAIS.

Article 23 du projet.

... (Voir la version néerlandaise) ...

CHAPITRE IX. - DISPOSITIONS TRANSITOIRES.

Article 24 du projet.

Cet article reprend une disposition identique à celle qui était contenue dans l'article 6 de l'arrêté royal du 16 mars 1964.

Dans son arrêt du 30 avril 1965, COEN, n° 11.207 IIIe, le Conseil d'Etat a déclaré "qu'une modification fondamentale du statut des agents de l'Etat s'applique dès son entrée en vigueur; que les exceptions à cette règle doivent s'interpréter restrictivement; que

.../

l'article 6 de l'arrêté royal du 16 mars 1964 s'est abstenu délibérément de mentionner l'éventualité de l'annulation de certaines promotions par le Conseil d'Etat" (1).

Il appartient au Gouvernement d'apprécier s'il convient ou non de compléter le projet par une disposition étendant au cas où un emploi redeviendrait vacant par l'effet d'une annulation prononcée par le Conseil d'Etat, le régime transitoire admis par l'article 24 du présent projet. Dans cet ordre d'idées, on citera l'article 15, § 1er, de l'arrêté royal du 27 janvier 1959 réglant la scission du Ministère du Travail et de la Prévoyance sociale et répartissant ses attributions et ses emplois entre le Ministère du Travail et le Ministère de la Prévoyance sociale (Moniteur belge du 29 janvier 1959).

- -

(1) Recueil 1965, page 439; voir aussi note sous l'arrêt n° 11.373, Rec. jur. dr. adm. et Conseil d'Etat 1965, p. 197.

ALGEMENE OPMERKINGEN.

A. Het onderhavige ontwerp en de drie ermee samenhangende ontwerpen brengen opnieuw een belangrijke hervorming van het statuut van het Rijkspersoneel tot stand.

Die hervorming slaat in hoofdzaak op de wijze van vaststelling van de bijzondere bepalingen die in ieder Ministerie in de uitvoering van het statuut moeten voorzien en er voor de werving en de bevorderingen zullen gelden. In deze twee laatste materies voeren de ontwerpen op heel wat punten nieuwe regelen in. Zo wijzigen de ontwerp-bepalingen in verband met de werving niet alleen regelen die de werving zelf betreffen, maar ook andere die betrekking hebben op de organisatie en de programma's van examens, op de toestand van de stagiairs ter zake van sociale voordelen, op de bevoegdheid en het statuut van de Vaste Wervingssecretaris en de adjunct-secretarissen. In de ontwerp-bepalingen betreffende de bevorderingen wordt opnieuw een onderscheid gemaakt tussen vergelijkende wervingsexamens die openstaan voor buitenstaanders en vergelijkende examens voor overgang naar het hoger niveau ten behoeve van Rijksambtenaren die naar een bevordering tot een graad van het onmiddellijk hoger niveau dingen. Inzake verhoging in graad brengen die bepalingen grondige wijzigingen aan in de regelen van het koninklijk besluit van 16 maart 1964, onder meer door het afschaffen van de examens voor leidinggevende ambten, tot vaststelling van de beroepsbekwaamheid en tot vaststelling van de beroepsmaturiteit.

In de voorgenomen hervorming zijn nog tal van andere materies betrokken.

.../...

De omvang van al die wijzigingen in de voornaamste besluiten die het statuut van het Rijkspersoneel bepalen en het belang van een aantal dezer maken het raadzaam dat de Minister van het Openbaar Ambt in een verslag aan de Koning de strekking van de ontwerp-bepalingen toelicht en verantwoordt. Zulk een verslag zou het goede begrip van de besluiten in aanzienlijke mate bevorderen. Bovendien ware het voor de Regering een veiliger en gemakkelijker middel om de motiveringsplicht na te komen, die haar ter zake van het onderhavige ontwerp is opgelegd door artikel 116 van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937.

B. Het ontwerp zou heel wat overzichtelijker ingericht kunnen worden, namelijk door een indeling in hoofdstukken, waarin telkens de artikelen bijeen zouden staan die een bepaald deel van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 wijzigen. Dit advies wordt op die wijze ingedeeld.

BIJZONDERE OPMERKINGEN.

AANHEF.

A. Verwezen moet worden naar de wet van 20 mei 1949 waarbij de toepassing van het stelsel der maatschappelijke zekerheid wordt uitgebreid tot sommige arbeiders door de openbare besturen te werk gesteld, inzonderheid naar artikel 1, § 1, eerste lid, 1°. Zoals verder zal worden opgemerkt is het nieuwe artikel 27quater, § 1, tweede lid, dat door artikel 9 van het ontwerp in het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 wordt ingevoegd, vastgesteld op grond van die bepaling.

.../...

B. De consideransen moeten hier en daar worden verduidelijkt, onder meer wat de regeling inzake sociale voordelen voor stagiairs betreft. Ook vormverbeteringen zijn noodzakelijk.

Het tweede gedeelte van de vijfde considerans geeft geen motivering voor een artikel van het ontwerp maar veeleer voor artikel 8 van ontwerp L.10.779, dat in het koninklijk besluit van 7 augustus 1939 een nieuw artikel 35 invoegt.

Het ware logischer de consideransen in dezelfde volgorde te plaatsen als de artikelen waarop zij betrekking hebben.

Onder voorbehoud van hetgeen de Regering voor sommige bepalingen uiteindelijk beslist, wordt voorgesteld de consideranser als volgt te redigeren :

"Overwegende dat de bepalingen tot uitvoering van het statuut van het Rijkspersoneel aan de behoeften van elk Ministerie moeten worden aangepast ; dat het in het belang van die aanpassing en tevens van de vereenvoudiging der procedure aanbeveling verdient, die bepalingen aan het voorafgaand advies van de directieraad te onderwerpen en de Minister bevoegdheid te verlenen tot het vaststellen van de voorschriften die op welbepaalde materies betrekking hebben ;

Overwegende dat de noodzakelijke coördinatie reeds bereikt kan worden wanneer over sommige bepalingen het akkoord wordt geëist van de Minister tot wiens bevoegdheid het Openbaar Ambt behoort ;

.../...

Overwegende dat de examenprogramma's moeten worden afgestemd op de opleiding van de examinandi en dat derhalve afzonderlijk dienen te worden georganiseerd, enerzijds de vergelijkende wervingsexamens voor buitenstaanders, anderzijds de vergelijkende examens voor overgang naar het hoger niveau ten behoeve van Rijksambtenaren die naar een bevordering tot een graad van het onmiddellijk hoger niveau dingen ;

Overwegende dat het voor de goede werking van het bestuur nodig is, de werving te organiseren op grond van ramingen omtrent de behoeften van de onderscheiden diensten ; dat derhalve vergelijkende examens moeten kunnen worden uitgeschreven die alleen gericht zijn op het aanleggen van wervingsreserves;

(nieuw) Overwegende dat, ten einde te bevorderen dat ambtenaren kunnen worden aangeworven die de nodige bijzondere geschiktheid bezitten voor het uitoefenen van de te verlenen ambten, bijzondere eisen moeten kunnen worden gesteld voor toegang tot bepaalde graden of betrekkingen of voor deelneming aan bepaalde examens ;

Overwegende dat het tot vereenvoudiging van de administratie leidt, wanneer stagiairs opnieuw met vastbenoemde ambtenaren gelijkgesteld worden terzake van de sociale voordelen, met name van het rust- en overlevingspensioen ; dat stagiairs echter in het belang van hen die wegens ongeschiktheid worden ontslagen, gedurende hun opzeggingstermijn moeten worden onderworpen aan de sociale zekerheid voor werknemers, inzover de wet van 20 mei 1949 dat toestaat ;

.../...

Overwegende dat continuïteit van opvattingen bij de hoge leiding van het Vast Wervingssecretariaat niet kan worden gemist ; (... verder door de Regering te preciseren naar gelang van de bepalingen die zij vaststelt).

(nieuw) Overwegende dat het de coördinatie ten goede komt, de Vaste Wervingssecretaris te belasten met het organiseren van alle wervings- en bevorderingsexamens, en hem tevens toe te staan dat hij deze taak voor sommige van die examens aan de bevoegde bestuurschefs opdraagt ;

Overwegende dat, inzake bevordering door verhoging in graad, de invoering van examens voor toegang tot alle graden van een bepaalde rang een te algemene maatregel is, die geen rekening houdt met de eigen behoeften van de onderscheiden departementen en besturen ; dat het voldoende is, in dit statuut te voorzien in de mogelijkheid om examens voor verhoging in graad voor te schrijven ;

Overwegende dat het aanbeveling verdient, de aan bevorderingen en veranderingen van graad voorafgaande procedure te vereenvoudigen door in departementen met sterke personeelsbezetting geen bekendmaking van de vacature van alle te verlenen betrekkingen te eisen voor de graden van de niveaus 2, 3 en 4, mits de betrokken ambtenaren in staat worden gesteld hun aanspraken op een benoeming te doen gelden ;

Overwegende dat de wijziging in het stelsel van de examens voor verhoging in graad moet medebrengen dat benoeming op grond van het principalaat wordt afgeschaft ;

.../...

(nieuw) Overwegende dat de taak, in de raad van beroep te vervullen door de ambtenaar die aangewezen wordt om het betwiste voorstel te verdedigen, nader moet worden omschreven (1) ;

(nieuw) Overwegende dat de procedure, voorgeschreven voor de afwijkingen van het koninklijk besluit van 2 oktober 1936 houdende het statuut van het Rijkspersoneel, in bepaalde gevallen dient te worden vereenvoudigd ; 2)

Overwegende dat de Nederlandse redactie van de teksten dient te worden verbeterd ; ".

HOOFDSTUK I. WIJZIGING VAN HET "EERSTE DEEL - RIJKSAMBTENAREN".

Artikel 1 van het ontwerp L.10.778 (artikel 6 van het statuut).

Dit artikel vervangt artikel 6 van het statuut door de volgende bepaling :

> "Artikel 6. Onder voorbehoud van de toepassing van artikel 116 van dit besluit worden de bijzondere bepalingen die in ieder Ministerie moeten voorzien in de uitvoering van het statuut van het Rijkspersoneel en van de besluiten die het hebben gewijzigd of aangevuld, vastgesteld bij ministerieel besluit, na advies van de directieraad, behalve in de gevallen uitdrukkelijk door Ons bepaald.
>
> Het akkoord van de Minister tot wiens bevoegdheid het Openbaar Ambt behoort is slechts vereist wanneer aldus is beschikt".

.../...

---

(1) Zie 's Raads voorstel betreffende artikel 84 van het statuut.

(2) Zie opmerking D bij artikel 1 van het ontwerp.

Het ontwerp-artikel werkt niet meer met het begrip "organiek reglement" in de zin van artikel 4 van de oorspronkelijke tekst van het statuut, die overgenomen is in het bij het koninklijk besluit van 16 maart 1964 ingevoegde artikel 6. Bovendien brengt het grondige verandering in de wijze waarop die bepalingen worden vastgesteld. Zoals de eerste considerans van de aanhef verklaart, bedoelt het ontworpen artikel de procedure te vereenvoudigen en de voorzieningen beter aan te passen aan de eigen behoeften van elk Ministerie. Te dien einde draagt de nieuwe tekst de Minister de bevoegdheid op om eerdervermelde bepalingen vast te stellen, behoudens in uitdrukkelijk bepaalde gevallen. Het artikel bevat geen algemene bepaling meer krachtens welke al die bepalingen voor akkoord moeten worden voorgelegd aan de Minister tot wiens bevoegdheid het Openbaar Ambt behoort. Dat zal nog slechts voor bepaalde punten en krachtens bijzondere bepalingen vereist zijn. De Regering acht die nieuwe regeling namelijk voldoende om tot de nodige coördinatie te komen. Naar het voorbeeld van artikel 6 van het koninklijk besluit van 2 augustus 1966 houdende tijdelijke bepalingen tot afwijking van de regelen betreffende de werving en de loopbaan van het Rijkspersoneel, eist het nieuwe artikel 6 van het statuut ten slotte een advies van de directieraad.

A. De verordenende bevoegdheid welke de Koning aan de Minister opdraagt is te ruim.

De bevoegdheid om het statuut van het Rijkspersoneel vast te stellen , ontleent de Koning rechtstreeks aan de Grondwet. De theorieën over de juiste rechtsgrond van die bevoegdheid mogen verschillen, zeker is dat zij gekoppeld is aan de hoedanigheid van hoofd van het algemeen bestuur die de Grondwet aan de Koning verleent. 's Konings bevoegdheid om het statuut van de ambtenaren van het algemeen bestuur

.../...

vast te stellen, houdt onmiskenbaar verband met zijn bevoegdheid om hen te benoemen en met zijn bevoegdheid om de diensten van dat bestuur te organiseren.

Thans zijn zowel voor de vaststelling als voor de uitvoering van het statuut van het Rijkspersoneel heel wat verordeningsbepalingen en nog meer individuele beslissingen nodig. De Grondwet schrijft niet voor, dat al die beslissingen en zelfs al die bepalingen door de Koning worden vastgesteld. Herhaaldelijk heeft het Hof van cassatie verklaard dat machten weliswaar in beginsel niet vervreemd of overgedragen kunnen worden, maar dat het de door de Natie gemachtigde overheid niet verboden is ondergeschikte overheden in te stellen, die gelast worden onder haar toezicht te handelen en daartoe detailmaatregelen vast te stellen onder voorbehoud van haar uitdrukkelijke of stilzwijgende goedkeuring ; dat die aan ambtenaren opgedragen taak, die geheel precair en steeds herroepbaar is, geen afstand of overdracht van bevoegdheid impliceert (1). Het Hof van cassatie heeft ook verklaard dat de Koning de bevoegdheid tot het vaststellen van bepaalde maatregelen ter uitvoering van een door hem zelf ingevoerde reglementering aan zijn Ministers kan overdragen (2). Ook de Raad van State heeft geoordeeld dat "de Koning (door artikel 65, derde lid, van het besluit van 22 september 1955 tot regeling van de ziekte- en invaliditeitsverzekering) de Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg heeft kunnen belasten met het vaststellen

.../...

---

(1) Cass. 4 mei 1920, met de conclusies van advocaat-generaal DEMEURE, Pas. 1920, I, 135.
Zie ook Cass. 3 mei 1921 (vier arresten), Pas. 1921, I, 362 ; 12 juli 1938, Pas. 1938, I, 275 ; 14 november 1939, Pas. 1939, I, 468; 10 juli 1953, met de conclusies van de hr. GANSHOF van der MEERSCH, thans procureur-generaal bij het Hof van cassatie, Pas. 1953, I, 917.

(2) Reeds vermelde arresten van 3 mei 1921. Zie ook Cass. 13 mei 1935, Pas. 1935, I, 246.

van "de modaliteiten en voorwaarden van erkenning" en dat hij zodoende "aan de Minister de zorg heeft overgedragen om sommige maatregelen te treffen ter uitvoering van een reglementering tot het uitvaardigen waarvan hij zelf bevoegd was" (1). Bovendien heeft de Raad bijvoorbeeld aanvaard dat de Koning, op grond van artikel 3 van het statuut van 2 oktober 1937, aan de Minister de bevoegdheid heeft kunnen overdragen om Rijksambtenaren van de tweede categorie te benoemen (2). De Raad heeft ook verklaard "dat (artikel 37, eerste lid, van de gecoördineerde wetten op het toekennen van de academische graden en het programma van de universitaire examens) aan de Koning de zorg gelaten heeft om de leden van de centrale examencommissie te benoemen ; dat hij ter uitvoering van die opdracht op regelmatige wijze de leden van de centrale examencommissie heeft benoemd; dat hij eveneens op regelmatige wijze de Minister kon belasten om, ter uitvoering van dit besluit, eventueel te voorzien in de vervanging van de verhinderde voorzitters, plaatsvervangende voorzitters en leden, daar zodanige opdracht een maatregel van bijkomstige en aanvullende aard uitmaakt ; dat evenwel de Minister daardoor niet gemachtigd is, dezelfde bevoegdheid over te dragen aan een van de ambtenaren en dat bovendien niet blijkt dat zodanige opdracht werd gegeven ..." (3). In een arrest van 24 juni 1966 (4), stelt de Raad "dat het koninklijk besluit van 26 juni 1962 (betreffende de administratieve toestand der Rijksambtenaren van het voormalige Ministerie van Afrikaanse Zaken)

.../...

---

(1) Raad van State, 11 september 1959, "Union nationale des opticiens de Belgique", nr. 7211, IIIe, Verz., blz. 577.

(2) Raad van State, 12 november 1954, PIRLOT, nr. 3814, VIIe, Verz., blz. 1041.

(3) Raad van State, 7 februari 1961, DAUDELET, nr. 8421, IVe, Verz., blz. 164.

(4) In zake COLLE en consorten, nr. 11907, IIIe, Verz., blz. 650.

in de artikelen 3, 4, 6 en 7 aan de Minister tot wiens bevoegdheid het Openbaar Ambt behoort, bevoegdheid opdraagt om bepaalde maatregelen te nemen ten aanzien van de voormalige ambtenaren van het Ministerie van Afrikaanse Zaken en wel, in het merendeel van de gevallen, op advies of op de voordracht van de bij de maatregel betrokken Minister". De Raad verklaart "dat die overdracht de uitvoering betreft van het beginsel neergelegd in artikel 1 van het koninklijk besluit van 26 juni 1962 hetwelk een personeelsreserve instelt waarin worden ingeschreven de Rijksambtenaren die op 1 augustus 1962 deel uitmaken van de diensten van het voormalig Ministerie van Afrikaanse Zaken ; dat de Koning de Minister van het Openbaar Ambt met derwijze beperkte bevoegdheden kon belasten, zonder artikel 66 van de Grondwet te schenden". In een arrest van 22 september 1967 (1) zegt de Raad "dat de verdeling van de ambtenaren binnen een Ministerie niet kan worden beschouwd als een koninklijk prerogatief dat niet aan de bevoegde Minister zou mogen worden overgedragen".

.../...

---

(1) In zake DE CREMER, nr. 12.543, IIIe, Verz., blz. 857.

Zoals uit de als voorbeeld aangehaalde arresten blijkt en zoals een verder gaande ontleding van de rechtspraak van hoven en rechtbanken en van de Raad van State nog duidelijker zou doen uitkomen, liggen op 's Konings recht om zijn bevoegdheid over te dragen een aantal beperkingen, die hier onmogelijk onderzocht kunnen worden (1). Het moge voldoende zijn erop te wijzen dat, om uit te maken of de door de Koning verleende opdrachten van bevoegdheid binnen de toelaatbare grenzen blijven, onder meer rekening moet worden gehouden met de bron waaraan de Koning zijn bevoegdheid ontleent en met de wijze waarop deze is omschreven, met de zaken waarvoor ze is verleend, met de overheid aan wie ze wordt overgedragen, en met de omvang van de overgedragen bevoegdheid zelf.

.../...

---

(1) In dat verband kunnen onder meer de volgende werken en artikelen worden geraadpleegd :
DE BROUCKERE en TIELEMANS, "Répertoire de l'administration et du droit administratif", deel VI, 1843, V° Délégation ; GIRON, "Dictionnaire de droit administratif, 1895, deel I, blz. 271, V° Délégation de pouvoirs ; Paul ERRERA, Traité de droit public belge, 1918, § 75 en § 137.
M.VAUTHIER, "Précis de droit administratif", deel I, blz. 70 ; P.WIGNY, "Droit administratif. Principes généraux", 4e uitg., 1962, blz. 72-79. A.MAST, "Précis de droit administratif belge", 1966, nrs. 15-16; Overzicht van het Belgisch administratief recht, 1968, nrs. 15-16 ; A.BUTTGENBACH, "Manuel de droit administratif", 3e uitg., 1966, nrs. 108 tot 125bis. André MOLITOR, "Les délégations de pouvoirs", Rec. gén. enreg. et not. 1944, blz. 163 ; Cyr. CAMBIER, "La censure de l'excès de pouvoir", kol. 169-175 ; A.VRANCKX, Plaatsvervanging en delegatie van overheidsbevoegdheid, Rechtskundig Weekblad, Feestnummer van 10 juni 1962, kol. 2383; M.VAN WESEMAEL, Noodzakelijkheid en toelaatbaarheid van bevoegdheidsoverdracht, Tijdschr. v. Bestuursw. 1963, blz. 358 ; A.MAST, Delegatie en toewijzing van bevoegdheid, Liber Amicorum Prof. Baron FREDERICQ, 1965, deel II, blz. 737.

Verordenende bevoegdheid is in beginsel, uit de aard der zaak zelf, belangrijker dan bevoegdheid tot het nemen van individuele beslissingen. Volgens de hiervoren aangehaalde rechtspraak van het Hof van cassatie en van de Raad van State kan de Koning niettemin verordenende bevoegdheid aan de Ministers opdragen. Die oplossing vindt haar verantwoording onder meer in de status welke ons grondwettelijk bestel aan de Ministers verleent. Maar zelfs wanneer aan de Minister een verordenende bevoegdheid wordt opgedragen, mag de inhoud ervan niet te belangrijk zijn. Zij mag er alleen in bestaan dat de Minister gemachtigd wordt tot het vaststellen van de "maatregelen ter uitvoering" van een verordening waarvan alle fundamentele bepalingen door de Koning zelf zijn vastgesteld.

In zijn advies over het ontwerp dat ontstaan heeft gegeven aan het koninklijk besluit van 14 februari 1961 tot vaststelling van het statuut van het personeel van sommige instellingen van openbaar nut, heeft de Raad van State een in het ontwerp verleende opdracht van verordenende bevoegdheid als overdreven bestempeld : "Het besluit ... dat bij algemene bepalingen de tuchtvergrijpen omschrijft en hun straf vaststelt, maakt deel uit van het personeelsstatuut. Tot het vaststellen van dit statuut is, krachtens artikel 11 van de wet van 16 maart 1954, de Koning bevoegd. Wil men de wettelijke bevoegdheidsregelen niet ontwijken, dan is overdracht van bevoegdheid alleen toegestaan voor bijkomstige maatregelen. De termen van artikel 75 (van het ontwerp) zijn zo algemeen, dat de Minister een op alle onder zijn toezicht staande instellingen toepasselijke regeling zou kunnen uitvaardigen, en dat die regeling, bij wege van algemene bepalingen die de tuchtoverheid zouden binden, de zwaarste

.../...

straffen zou kunnen opleggen. Voor een machtsdelegatie is de aldus aan de Minister opgelegde taak te gewichtig"(1).

Voor de uitvoering van het statuut van het Rijkspersoneel beschikt de Koning ongetwijfeld over meer vrijheid om een gedeelte van zijn bevoegdheid aan de Ministers over te dragen, aangezien die materie verband houdt met de organisatie van de Rijksbesturen en de grondwet de Koning de ruimste bevoegdheden verleent om die besturen in te richten op de wijze welke hij het meest dienstig acht (2). Maar zelfs op dit gebied moet de opgedragen bevoegdheid beperkt blijven, namelijk tot het regelen van welbepaalde aangelegenheden of tot het vaststellen van de nadere bijzonderheden voor het toepassen van regelen waarvan de inhoud door de Koning zelf is bepaald. De in artikel 6 van het statuut bedoelde "bijzondere bepalingen om in ieder Ministerie te voorzien in de uitvoering van dit statuut en van de besluiten die het hebben gewijzigd of aangevuld" hebben voor een deel betrekking op zeer belangrijke materies ; op sommige punten bovendien beschikken de met het vaststellen van die bijzondere bepalingen belaste overheden, bij ontstentenis van door het statuut vastgestelde nauwkeurige regelen, over een zeer ruime beoordelingsbevoegdheid. Dat blijkt uit de ontleding van het statuut en uit wat de ervaring heeft geleerd.

Nog minder kan worden aangenomen dat de Koning de bevoegdheid tot het vaststellen van verordenende bepalingen die van de door hem zelf uitgevaardigde zouden afwijken, aan de Minister opdraagt zonder dat vooraf grenzen voor die afwijkingen zouden zijn aangegeven.

.../...

(1) Belgisch Staatsblad van 15 maart 1969.

De in het ontworpen artikel 6 voorgenomen opdracht van bevoegdheid kan dus niet worden geduld. Die tekst druist in tegen het stelsel zoals dat volgens de ter zake geldende beginselen moet bestaan : krachtens die beginselen kan alleen de Koning de hier bedoelde bepalingen vaststellen, behalve wanneer hij de bevoegdheid daartoe aan de Minister heeft opgedragen.

B. Het nieuwe artikel 6, tweede lid, voorgesteld in artikel 1 van het ontwerp, heeft geen juridische strekking en dient te vervallen. Alleen de bijzondere bepalingen die in de verschillende gevallen welke zij opgeven "het akkoord van de Minister tot wiens bevoegdheid het Openbaar Ambt behoort" voorschrijven, zullen tot gevolg hebben dat die formaliteit vereist is.

Voorts is het voldoende dat de Minister van het Openbaar Ambt, in het verslag aan de Koning, de aandacht van de betrokken besturen vestigt op de verplichting dat akkoord in bepaalde gevallen te vragen. Om de toepassing van het statuut te vergemakkelijken, verdient het aanbeveling in dat verslag al de gevallen op te sommen waarin dat akkoord vereist is, onder verwijzing naar de bepaling die elk van die gevallen regelt.

C. De gemachtigden van de Minister hebben verklaard dat een bepaling ter uitvoering van het statuut in een bepaald Ministerie, welke een in het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 niet voorziene afwijking van dat besluit inhoudt, tegelijk voor advies aan de directieraad moet worden voorgelegd (artikel 6 van dat besluit) en "het voorwerp (moet) zijn van een in

Ministerraad overlegd gemotiveerd besluit" (artikel 116). Het verdient aanbeveling een zo belangrijke regel te formuleren in een bepaling, die § 2 van artikel 6 zou kunnen vormen.

Een bepaling daarentegen, die van het statuut van 2 oktober 1937 afwijkt in zaken waarin dit een zodanige afwijking mogelijk maakt, valt niet onder toepassing van artikel 116. Die bepaling impliceert dan immers geen nieuwe gedeeltelijke wijziging van het statuut van 2 oktober 1937.

D. Het samenspel van de diverse statuutbepalingen kan meebrengen, dat de Regering een groot aantal formaliteiten moet gaan vervullen, vooral in het geval bedoeld onder C, eerste alinea. Over het ontwerp moet dan namelijk het advies van de directieraad worden ingewonnen ; daarop volgt overleg in Ministerraad, met vanzelfsprekend raadpleging van de algemene syndicale raad van advies ; eventueel is het akkoord vereist van de Minister tot wiens bevoegdheid het Openbaar Ambt behoort ; ten slotte moet het besluit met redenen omkleed worden. Het is zaak van de Regering te onderzoeken of de procedure niet vereenvoudigd dient te worden, bijvoorbeeld door in bepaalde gevallen toe te staan dat het advies van de in raad vergaderde Ministers wordt vervangen door het akkoord of het advies van de Minister tot wiens bevoegdheid het Openbaar Ambt behoort. Een precedent hiervoor is het koninklijk besluit van 7 december 1959.

.../...

E. Artikel 4 van de oorspronkelijke tekst van het statuut van 2 oktober 1937 is altijd zo geïnterpreteerd dat het de Koning machtigde om voor een benoeming bijkomende eisen te stellen zowel inzake bevordering als inzake werving(1). Ook nadat het door het koninklijk besluit van 7 december 1959 was gewijzigd, heeft het dezelfde strekking behouden (2). Zoals de Raad van State heeft opgemerkt in zijn advies over het ontwerp waaruit het koninklijk besluit van 16 maart 1964 is ontstaan, had het door dat besluit in het statuut ingevoegde nieuwe artikel 6 van zijn kant dezelfde strekking (3).

Zoals de gemachtigden van de Minister hebben bevestigd, brengt het ontworpen artikel 6 geen wijziging aan wat dit punt betreft. De besluiten die, zowel inzake bevordering als inzake werving, aan de algemene voorwaarden van het statuut bijzondere eisen toevoegen voor de benoeming in bepaalde graden of betrekkingen, moeten niet worden geacht daardoor van het statuut af te wijken.

*

.../...

---

(1) Arresten van de Raad van State van 13 november 1953, BIHAIN, nr. 2910 ; van 13 november 1962, VERHASSELT, nr. 9700, IVe ; van 26 mei 1966, NICOLAS, nr. 11.843. Verz. 1953, blz. 1386 ; 1962, blz. 987 en 1966, blz. 532.

(2) Eerdervermeld arrest van 13 november 1962 ; arrest van 9 december 1964, DE WIEST, nr. 10.912, Verz. blz. 969.

(3) Uittreksel uit het advies van de Raad van State, opgenomen in de Algemene Onderrichting van 31 juli 1964 van de Minister van Binnenlandse Zaken en van het Openbaar Ambt (Belgisch Staatsblad van 10 november 1964, blz. 11.789).

Met inachtneming van het hiervoren opgemerkte kan artikel 6 als volgt worden geredigeerd :

"Artikel 6.-

§ 1. De bijzondere bepalingen die strekken om in elk Ministerie te voorzien in de uitvoering van dit statuut en van de besluiten die het hebben gewijzigd of aangevuld, worden door Ons vastgesteld, tenzij de bevoegdheid daartoe door Ons aan de Minister is opgedragen. In dit laatste geval machtigt de aan de Minister opgedragen bevoegdheid hem niet om van het door Ons bepaalde statuut af te wijken, tenzij uitdrukkelijk anders is bepaald.

Alle bepalingen vastgesteld op grond van het eerste lid worden onderworpen aan het voorafgaand advies van de directieraad.

§ 2. De bepalingen met de in § 1 omschreven strekking die afwijkingen van dit statuut bevatten welke het niet uitdrukkelijk toestaat, worden onderworpen aan de formaliteit voorgeschreven in § 1, tweede lid, en tevens aan de formaliteiten voorgeschreven in artikel 116".

Artikel 1 van ontwerp L.10.781 (in het statuut in te voegen artikel 6bis).

Artikel 1 van het ontwerp van "koninklijk besluit tot wijziging van sommige bepalingen betreffende de administratieve en geldelijke toestand van het Rijkspersoneel" (L.10.781) strekt ertoe een artikel 6bis in te voegen in het koninklijk besluit van 2 oktober 1937. Die bepaling zou beter op haar plaats zijn in het onderhavige ontwerp, waarvan zij artikel 2 kan vormen.

.../...

Dit artikel zou als volgt kunnen worden geredigeerd :

"Artikel ...

In hetzelfde besluit wordt een artikel 6bis ingevoegd, luidend als volgt :

"Artikel 6bis. Wanneer op verschillende wijzen in een graad kan worden benoemd en geen bepaling een bepaalde wijze voorschrijft, kiest de bevoegde Minister of de bestuurschef aan wie hij de benoemingsbevoegdheid heeft overgedragen, de wijze van benoeming volgens welke iedere vacant geworden betrekking moet worden verleend".

HOOFDSTUK II. - WIJZIGING VAN "DEEL III - WERVING".

Afdeling 1. Wijziging van "Titel I - Wervingsexamens".

Artikel 2 van het ontwerp (artikel 16 van het statuut).

Artikel 16 van het statuut, waarvoor dit artikel nieuwe bepalingen in de plaats stelt, heeft betrekking op de toelatingseisen voor gegadigden die wensen deel te nemen aan vergelijkende **wervings**examens.

A. Voor de overzichtelijkheid van de bepalingen van het ontwerp zou een onderscheid moeten worden gemaakt tussen :

.../...

I. de bepalingen tot vaststelling van de algemene toelatingseisen voor alle gegadigden ;

II. die welke betrekking hebben op de bijkomende toelatingseisen voor gegadigden die zich voor bepaalde vergelijkende wervingsexamens aanmelden ;

III. die welke afwijkingen toestaan van de eisen bedoeld onder I en II.

In de onder II opgegeven bepalingen zou nog verder onderscheiden moeten worden tussen de bijkomende eisen voor alle vergelijkende examens voor werving in bepaalde graden of in bepaalde betrekkingen (1) en de bijkomende eisen voor deelneming aan een bepaald examen (2).

B. Aan de ontwerp-bepalingen kan worden verweten dat zij niet volkomen coherent zijn en geen rekening houden met de regels die in acht moeten worden genomen voor het verdelen van de bevoegdheden over de Ministers en de Vaste Wervingssecretaris.

I. De Koning heeft aan de Vaste Wervingssecretaris reeds verordenende bevoegdheid opgedragen. De Raad van State aanvaardt de grondwettigheid van een zodanige opdracht van bevoegdheid voor zover die sterk beperkt blijft. Het spreekt vanzelf dat die Secretaris geen even ruime verordenende bevoegdheid opgedragen kan krijgen als een Minister ; hoe belangrijk zijn ambtsbevoegdheid ook is, hij blijft een ambtenaar.

.../...

---

(1) Artikel 16, § 2, A, van de door de Raad van State voorgestelde tekst.

(2) Artikel 16, § 2, D en C, van de door de Raad van State voorgestelde tekst.

De onafhankelijkheid waarover hij in de uitoefening van zijn ambt beschikt (1), maakt het zelfs bijzonder moeilijk hem bepaalde bevoegdheden over te dragen.

Reeds in zijn oorspronkelijke tekst verleende artikel 15 van het koninklijk besluit van 20 januari 1939 aan de Vaste Wervingssecretaris een beperkte verordenende bevoegdheid inzake het vaststellen van toelatingseisen voor een bepaald examen. Krachtens dat artikel mocht de Vaste Wervingssecretaris "andere vereisten toevoegen aan de bij het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 en de bij dit besluit voorziene toelatingsvereisten en ze wijzigen doch alleen op grond van de bijzondere behoeften van het bestuur waarvoor de aanwerving geschiedt". Het verslag aan de Koning (2) verantwoordt die bepaling als volgt : "Artikel 15 stelt in staat het wervingsstelsel te versoepelen door aanpassing aan de menigvuldige openbare ambten van nu en later. Daartoe verkrijgt de Vaste Secretaris machtiging om andere toelatingsvereisten aan te voegen bij diegene welke in onderhavig besluit voorzien zijn. Er zijn ambten, waartoe enkel kandidaten met praktische ondervinding kunnen opgeroepen worden. Anderdeels eist de Minister van Financiën van sommige ambtenaren dat ze proeftijd gedaan hebben, dat wil zeggen, tijdelijk aangesteld geweest zijn. De hierboven aangegeven regel heeft dus zijn reden van bestaan". In zijn arrest van 18 januari 1955, LAURENS, nr. 4004, heeft de Raad van State een beslissing

.../...

---

(1) Zie het verslag aan de Koning bij het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het Rijkspersoneel (Belgisch Staatsblad van 8 oktober 1937).

(2) Belgisch Staatsblad van 12 februari 1939.

waarbij de Vaste Secretaris een minimumleeftijd vaststelde, als wettig erkend, onder overweging "dat in tegenstelling met de beweringen van verzoeker de beperkte macht welke de artikelen 11 en 15 van het koninklijk besluit van 20 januari 1939 aan de Vaste Wervingssecretaris verlenen, niet in strijd is met de grondwettelijke regelen". (1)

Volgens het ontworpen artikel 16, § 1, eerste lid, 7°, moeten gegadigden : "7° Voldoen aan de voorwaarden inzake minimumleeftijd en inzake beroepspraktijk of -kwalificatie, die eventueel door de Vaste Wervingssecretaris worden vastgesteld met inachtneming van de behoeften van de diensten". Die bepaling kan weliswaar in beginsel worden aanvaard, maar zij zou zo moeten worden geamendeerd dat de bevoegdheden van de Vaste Secretaris nauwkeuriger worden omschreven, zodat ze niet als een - overdreven - delegatie kan worden uitgelegd en bovendien geen breuk vertoont met andere bepalingen van hetzelfde artikel 16, die nu onderzocht gaan worden.

II. Het ontworpen artikel 16, § 1, derde lid, bepaalt : "Bij iedere werving kan de Minister, met inachtneming van de behoeften van de dienst en met het akkoord van de Vaste Wervingssecretaris een of meer der in aanmerking komende diploma's of studiegetuigschriften aanduiden, welke voor de te begeven betrekking vereist zijn". Het gaat niet op de beslissing van de Minister afhankelijk te maken van het "akkoord" van de Vaste Wervingssecretaris, te meer daar die beslissing de uitoefening van een zeer ruime beoordelingsbevoegdheid impliceert met betrekking tot de behoeften van de dienst waarvoor de werving wordt georganiseerd.

.../...

---

(1) Verzameling, 1955, blz. 77.

De Raad stelt voor, te werken met een "advies" van de Vaste Wervingssecretaris. De Ministers zullen niet nalaten aan diens advies het verdiende belang te hechten, gelet op zijn ervaring inzake aanwerving.

Krachtens artikel 16, § 1, tweede lid, kan de Minister bij verordening, voor de werving in sommige graden en betrekkingen, het bezit eisen van bepaalde diploma's of studiegetuigschriften, gekozen uit die welke in § 1 zijn vermeld, wanneer die eis verantwoord is door de aard van het uit te oefenen ambt. Dat is niet geheel in overeenstemming met artikel 16, § 3, krachtens hetwelk de Vaste Wervingssecretaris voor een bepaald examen niet alleen van de algemene diploma-eis, maar ook van de hiervoren bedoelde bijzondere diploma-eis kan afwijken. Wel kan hij alleen handelen "met het akkoord van de Minister tot wiens bevoegdheid het Openbaar Ambt behoort", maar hij moet zelfs het advies van de Minister van het betrokken departement niet inwinnen. De Raad stelt voor, dat de in artikel 16, § 3, aangegeven bevoegdheid om voor een bepaald examen af te wijken van de leeftijds- en diploma-eisen wordt opgedragen aan de Minister tot wiens bevoegdheid het Openbaar Ambt behoort, handelend op voorstel of na advies van de Vaste Wervingssecretaris en met het akkoord van de Minister van het betrokken departement.

C. Uit de ter zake geldende algemene beginselen en uit de artikelen 6 en 15, tweede lid, van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 volgt, dat alleen de Koning een bijkomende toelatingseis kan stellen in de gevallen waarvoor hij daartoe geen bevoegdheid heeft opgedragen aan de Minister of aan de Vaste Wervingssecretaris.

.../...

Zoals de gemachtigden van de Minister hebben bevestigd, laten de bepalingen van het ontwerp de regel ongemoeid, die wil dat alleen de Koning bevoegd is om de eis te stellen dat gegadigden voor een benoeming in een graad of een betrekking tot een bepaald geslacht moeten behoren in de uitzonderingsgevallen waarin objectieve gegevens een dergelijk onderscheid tussen de geslachten kunnen wettigen (Raad van State, 21 december 1966, DE MEYER, nr. 12.124). (1)

D. Het spreekt vanzelf dat een Rijksambtenaar die voldoet aan alle toelatingseisen waaraan buitenstaanders moeten voldoen, onder dezelfde voorwaarden als zij aan een vergelijkend wervingsexamen mag deelnemen. De opheffing van het thans geldende artikel 16, § 3, betekent hoegenaamd niet dat wordt afgezien van deze regel, die niet hoeft te worden geformuleerd.

E. Ook naar de vorm moet het ontworpen artikel 16 enige wijziging ondergaan.

In § 1, eerste lid, 4°, gebruike men de term "aan de dienstplichtwetten voldoen" in plaats van "aan de dienstplichtwetten voldaan hebben". Die laatste wending komt voor in artikel 100 van de op 30 april 1962 gecoördineerde dienstplichtwetten, maar heeft het nadeel dat zij vaak ten onrechte zo wordt verstaan, dat de betrokkenen hun legerdienst moeten hebben volbracht (2).

.../...

---

(1) Verzameling, blz. 1083.

(2) Raad van State, 12 juni 1951, VAN DEN EYNDE, nr. 930, IVe, Verz. 1951, blz. 351. "Vragen en antwoorden Senaat", buit.zitt. 1965, blz. 53.

In de tekst onder 6° kunnen de woorden "regelmatig uitgereikt" vóór de woorden "diploma of studiegetuigschrift" als overbodig vervallen.

*

Met inachtneming van al deze opmerkingen zou artikel 16 van het statuut als volgt kunnen worden geredigeerd :

"Artikel 16.-

§ 1. Om aan een vergelijkend wervingsexamen te mogen deelnemen, moeten gegadigden aan de volgende algemene eisen voldoen :

1° Belg zijn ;
2° van onberispelijk gedrag zijn ;
3° de burgerlijke en politieke rechten genieten ;
4° aan de dienstplichtwetten voldoen ;
5° niet de leeftijdsgrens hebben bereikt, welke bepaald is op 35 jaar voor gegadigden voor een graad van niveau 1, op 30 jaar voor gegadigden voor een graad van de overige niveaus. Nochtans kan de Minister van het betrokken departement deze laatste leeftijdsgrens op 35 jaar brengen wanneer de aard van het ambt dit noodzakelijk maakt ;
6° houder zijn van een diploma of studiegetuigschrift in verhouding tot het niveau van de te verlenen graad, volgens bij dit besluit gevoegde tabel.

Tenzij anders bepaald is in de beslissing tot vaststelling van de toelatingseisen voor een vergelijkend examen, worden de diploma's of getuigschriften die toegang verlenen tot een bepaald niveau, in aanmerking genomen voor de toelating tot graden van lagere niveaus.

.../...

§ 2. In voorkomend geval moeten gegadigden bovendien voldoen aan de bijzondere eisen, gesteld overeenkomstig het hierna bepaalde :

A. Een door de Minister van het betrokken departement uitgevaardigde verordening kan voor de werving in sommige graden of betrekkingen het bezit eisen van bepaalde diploma's of studiegetuigschriften, gekozen uit die welke vermeld zijn in de onder § 1 bedoelde tabel, wanneer die eis gewettigd is door de aard van het uit te oefenen ambt.

B. Dezelfde Minister kan, na advies van de Vaste Wervingssecretaris, voor deelneming aan een bepaald examen het bezit eisen van enig bijzonder diploma of studiegetuigschrift, wanneer die eis gewettigd is door de behoeften van de dienst op het tijdstip waarop het examen wordt uitgeschreven.

C. De Vaste Wervingssecretaris kan voor een bepaald examen een minimumleeftijd voorschrijven of bijzondere eisen stellen inzake beroepsbekwaamheid, namelijk het bezit van praktische kennis of de uitoefening van een vorige werkzaamheid, wanneer zodanige eisen gewettigd zijn door de aard van de toe te wijzen betrekkingen.

.../...

§ 3. Op voorstel of na advies van de vaste wervingssecretaris en met het akkoord van de Minister van het betrokken departement kan de Minister tot wiens bevoegdheid het Openbaar Anbt behoort, voor een bepaald examen afwijken van de in § 1, 5° en 6° en in § 2, A bepaalde gestelde eisen inzake leeftijd of diploma's en studiegetuigschriften, wanneer dit voor de behoeften van het bestuur noodzakelijk is".

*

F. Ter inachtneming van de algemene regelen betreffende de bekendmaking van administratieve handelingen moeten beslissingen waarbij de bevoegde Minister of de Vaste Wervingssecretaris de toelatingseisen voor een bepaald examen vaststellen, in tegenstelling tot wat al te vaak geschiedt worden bekendgemaakt met de vermelding van de handtekening van degene van wie ze uitgaan.

*

<u>Artikel 3 van het ontwerp</u> (artikel 20 van het statuut).

Er is kennelijke tegenstrijdigheid met het nieuwe artikel 29, § 1, eerste lid, van het koninklijk besluit van 7 augustus 1939 (ontwerp L. 10.779, artikel 4), dat in de organisatie van vergelijkende examens voor overgang naar het hoger niveau voorziet voor benoeming bij wege van bevordering tot graden van de rangen 10, 20 en 30; daarom ware het verkieslijk het eerste en het tweede lid, tweede volzin, van artikel 20 als volgt te redigeren :

.../...

"Artikel 20.-

De vergelijkende wervingsexamens worden uitgeschreven voor benoeming in graden van de rangen 10, 20, 30, 42, 41 en 40.

... Een door de bevoegde Minister uitgevaardigde verordening bepaalt de graden welke op die wijze worden verleend".

Artikel 4 van het ontwerp (artikel 21 van het statuut).

De bepaling van het ontworpen artikel 21, § 1, kan nauwkeuriger als volgt worden geredigeerd, en dan als een artikel 20bis :

"Artikel 20bis.-

De vergelijkende wervingsexamens worden uitgeschreven met de bedoeling hetzij een vooraf bepaald aantal betrekkingen te verlenen of een vooraf bepaald aantal stagiairs toe te laten, hetzij een wervingsreserve aan te leggen.

Die examens worden onderscheidenlijk genoemd vergelijkende examens met inzet en vergelijkende examens zonder inzet".

.../...

Paragraaf 2 van artikel 21 heeft een geheel ander onderwerp dan § 1, want heeft betrekking op de ambtsbevoegdheden van de Vaste Wervingssecretaris. Het zou dan ook de duidelijkheid ten goede komen als aan die bepaling een afzonderlijk artikel van het statuut werd gewijd, dit dan verdeeld over twee alinea's : één voor de bepaling die de Vaste secretaris belast met het organiseren van de vergelijkende wervingsexamens, de andere voor de bepaling die hem machtigt om zijn bevoegdheid over te dragen.

Artikel 21, § 2, tweede volzin, van het ontwerp stelt alleen dat de Vaste Wervingssecretaris "onder de door hem bepaalde voorwaarden, met het akkoord van de betrokken Minister, de bevoegdheid tot het organiseren van een zodanig examen (kan) overdragen". Die bepaling zegt niet aan welke overheden die bevoegdheid kan worden overgedragen. Zij moet zo worden geamendeerd dat blijkt binnen welke grenzen de Koning de Vaste Wervingssecretaris machtigt tot het overdragen van zijn ambtsbevoegdheid. Hiervoor zou de Regering kunnen uitgaan van artikel 21, tweede volzin, van de thans geldende tekst.

Artikel 6 van het ontwerp (artikel 24 van het statuut

Om de hier aanvechtbare term "kandidaat" uit de weg te gaan stelle men artikel 24 van het statuut als volgt :

.../...

"Artikel 24.-

Voor de werving in niveau 1 worden de vergelijkende examens uitgeschreven in opdracht van de Minister tot wiens bevoegdheid het openbaar ambt behoort.

Deze bepaalt, wanneer het gaat om een vergelijkend examen met inzet, hoeveel stagiairs toegelaten kunnen worden".

Artikel 7 van het ontwerp (artikel 25 van het statuut).

Om de reden die opgegeven is bij de bespreking van artikel 6 van het ontwerp leze men artikel 25 van het statuut als volgt :

"Artikel 25.-

Voor de werving in de niveaus 2, 3 of 4 worden vergelijkende wervingsexamens uitgeschreven wanneer dit voor de behoeften van de dienst noodzakelijk is".

Artikel 9 van het ontwerp (artikelen 27bis tot 27quater van het statuut).

Artikel 9 van het ontwerp stelt nieuwe teksten in de plaats van de statuutartikelen 27bis tot 27quater welke, samen met artikel 27 waaraan niet wordt geraakt, de "algemene bepalingen" bevatten die gelden voor de stagiairs van de vier niveaus.

De nieuwe teksten bevatten geen bepaling meer als die van het thans geldende artikel 27ter, derde lid, hetwelk op grond van artikel 1, § 1, 1°, tweede lid, van de wet van 20 mei 1949 en "binnen de grenzen welke die wet stelt", de regelen van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders mede toepasselijk maakt op stagiairs. Ter zake van de

regeling inzake sociale voordelen worden stagiairs dus opnieuw gelijkgesteld met vast benoemde ambtenaren. Met name de regeling inzake rust- en overlevingspensioenen, ingesteld door de algemene wet van 21 juli 1844, zal in haar geheel voor hen gelden.

Het ontwerp kent echter één afwijking van dat beginsel. Luidens artikel 27quater, § 1, kan de ongeschikt bevonden stagiair alleen worden ontslagen met drie maanden opzegging; gedurende die termijn is hij, naar gelang van het geval, onderworpen aan het statuut van het tijdelijk personeel of van het tijdelijk werkliedenpersoneel. Zoals de gemachtigden van de Minister hebben verklaard, bedoelt die bepaling onder meer te verwijzen naar artikel 10 van het besluit van de Regent van 30 april 1947 en naar artikel 9 van het besluit van de Regent van 10 april 1948, die "al de regels voortvloeiend uit de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, met uitzondering van de bepalingen die verband houden met het betaald verlof" toepasselijk verklaren op het tijdelijk personeel, onderscheidenlijk het tijdelijk werkliedenpersoneel. De hoofdzaken van deze statuutbepalingen, waarvan de wettigheid werd betwist, zijn overgenomen in artikel 1, § 1, 1° van de wet van 20 mei 1949. Het tweede lid van dezelfde bepaling machtigt de Koning om "bij in ministerraad overlegd besluit", dat voordeel uit te breiden "tot andere categorieën van personeel tewerkgesteld bij de Rijksbesturen, met uitsluiting van de vaste beambten". Op grond van die teksten wil de Regering de wegens ongeschiktheid ontslagen stagiairs gedurende de opzeggingstermijn aan de sociale zekerheid volgens de besluitwet van 28 december 1944 onderwerpen, behalve wat de jaarlijkse vakantie betreft.

.../...

*

Artikel 27bis.

Dit artikel kan juister als volgt worden geredigeerd :

"Artikel 27bis._ De stagiairs komen in aanmerking voor hetgeen ten behoeve van Rijksambtenaren is bepaald inzake :

1° allerhande uitkeringen en vergoedingen, in zover het daartoe grond opleverende feit bestaanbaar is met een ononderbroken stage;

2° bezoldigingsregeling.

Voor de toepassing van dit artikel worden de stagiairs geacht de graad te bezitten waarvoor zij hebben gekandideerd".

Artikel 27quater.

Zoals de Raad reeds heeft opgemerkt in zijn advies van 10 februari 1961 (1), kan een stagiair, ook al schrijft geen tekst het voor, niet wegens schuld ontslagen worden tenzij de rechten van de verdediging worden ontzien. Het ware niettemin verkieslijk § 2 aan te vullen met een bepaling als die van artikel 79, eerste lid, van het statuut, die uitdrukkelijk de verplichting oplegt de belanghebbende te horen of te ondervragen.

.../...

---

(1) Advies L. 7437/1 over het ontwerp waaruit ontstaan zijn de koninklijke besluiten van 16 februari 1961 betreffende de werving van Rijksambtenaren van de eerste categorie en de stagiairs van die categorie (blz. 65).

Artikel 27quater kan als volgt worden geredigeerd :

"Artikel 27quater. § 1. De stagiair kan wegens ongeschiktheid niet worden ontslagen tenzij met drie maanden opzegging.

Gedurende de opzegging is hij, naar gelang van het geval, onderworpen aan het statuut van het tijdelijk personeel of van het tijdelijk werkliedenpersoneel.

§ 2. Voor elke fout begaan bij het volbrengen van de of naar aanleiding van de stage, elke tekortkoming aan de stageverplichtingen en elke daad die de eer van het openbaar ambt in opspraak brengt, kan de stagiair die er zich schuldig aan maakt, zonder opzegging ontslagen worden. Hij moet vooraf gehoord of ondervraagd worden.

§ 3. Voor stagiairs van niveau 1 wordt het ontslag, op voorstel van de stagecommissie en na advies van de bevoegde stagemeester, uitgesproken door de Minister van het departement waar zij in geval van benoeming tewerkgesteld zouden zijn geweest, of, als dit niet uitgemaakt is, door de Minister tot wiens bevoegdheid het openbaar ambt behoort.

Voor stagiairs van de overige niveaus wordt het ontslag door de bevoegde Minister uitgesproken op voorstel van de departementale stagecommissie en na advies van de dienstchef onder wiens gezag de betrokkene staat".

Artikel 10 van het ontwerp (artikel 28 van het statuut).

Het ontworpen artikel 28, dat betrekking heeft op de stagiairs van niveau 1, is grotendeels een herhaling van het thans geldende artikel 28. Het bepaalt :

.../...

"De kandidaten van het vergelijkend wervingsexamen die aan de gestelde eisen voldoen worden door de Vaste Wervingssecretaris toelaatbaar verklaard en tot de stage toegelaten door de Minister tot wiens bevoegdheid het openbaar ambt behoort".

Deze stage duurt één jaar".

Voor "kandidaten" moet natuurlijk "geslaagden" worden gelezen.

Dat de bepalingen betreffende het statuut van het Rijkspersoneel verspreid liggen over het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 en de besluiten die bepaalde statuutzaken regelen, is op zichzelf al een bron van moeilijkheden, te meer daar de plaats, die de bepalingen hebben gekregen, vaak van het toeval heeft afgehangen, niet van een volkomen sluitend systeem. Zoals de teksten er nu uitzien is het soms moeilijk te zeggen waar een bepaling het best op haar plaats is. Wil elk besluit op zichzelf overigens bevattelijk blijven, dan is het soms nodig daarin een regel op te nemen die ook in een ander besluit terug is te vinden.

De bepaling dat degenen die voor vergelijkende wervingsexamens geslaagd zijn en aan de gestelde eisen voldoen, door de Vaste Wervingssecretaris toelaatbaar worden verklaard, houdt nauw verband met het bepaalde in artikel 16 van het ontwerp-koninklijk besluit betreffende de vergelijkende examens en de gewone examens (L. 10.780). Het ligt in de rede dat ze in dit laatste artikel worden opgenomen.

Volgens door de gemachtigden van de Minister verstrekte inlichtingen, is het altijd zaak van de Vaste Wervingssecretaris of een adjunct-secretaris, de geslaagden die aan de gestelde eisen voldoen toelaatbaar te verklaren, ook al heeft de Wervingssecretaris op grond van het ontworpen

artikel 21, § 2, de bevoegdheid voor het organiseren van een bepaald examen aan een bestuurschef opgedragen.

Met inachtneming van deze opmerkingen kan artikel 28 van het statuut als volgt worden geredigeerd :

"Artikel 28.-

Zij die voor het vergelijkend wervingsexamen geslaagd zijn, aan alle gestelde eisen voldoen, toelaatbaar verklaard zijn, en bovendien onmiddellijk batig geraangschikt zijn of dat r derhand worden, worden tot de stage toegelaten door de Minister tot wiens bevoegdheid het openbaar ambt behoort.

Voor niveau 1 duurt de stage een jaar".

Artikel 31 van het statuut.

Ofschoon het ontwerp niets verandert aan het thans geldende artikel 31 van het statuut, meent de Raad andermaal de aandacht te moeten vestigen op een moeilijkheid waartoe die bepaling aanleiding geeft (1).

Artikel 31, § 1 bepaalt dat de geschikt bevonden stagiair van niveau 1 "tot Rijksambtenaar wordt benoemd in de graad waarvoor hij zich kandidaat heeft gesteld" en voegt eraan toe : "Hem wordt een vaste betrekking van zijn graad toegewezen". In rechte is geen regeling getroffen ter zake van de geschikt bevonden stagiair van niveau 1 die, omdat in zijn graad geen vaste betrekking vacant is, geen aanwijzing kan krijgen.

.../...

(1) Reeds vermeld advies L. 7437/1, van 10 februari 1961, blz. 64; advies L. 8594/1, van 3 februari 1964 over het ontwerp dat het koninklijk besluit van 16 maart 1964 geworden is, blz. 92.

Artikel 11 van het ontwerp (artikel 33 van het statuut).

Nergens wordt met zoveel woorden bepaald, dat de Vaste Wervingssecretaris een beslissing zal nemen die de aan alle eisen voldaan hebbende geslaagden van vergelijkende wervingsexamens voor de niveaus 2, 3 en 4 toelaatbaar verklaart. Naar de gemachtigden van de Minister hebben uitgelegd zou het goed zijn in artikel 16 van ontwerp L. 10.780 een bepaling in te voegen, welke die kwestie regelt en voor alle geslaagden van wervingsexamens van alle niveaus zonder onderscheid zou gelden.

Artikel 33 van het statuut kan als volgt worden gelezen :

"Artikel 33.-

§ 1. Zij die voor het vergelijkend wervingsexamen geslaagd zijn, aan de gestelde eisen voldoen, toelaatbaar verklaard zijn, en bovendien onmiddellijk batig gerangschikt zijn of dat naderhand worden, worden tot de stage toegelaten door de benoemende overheid. Zij worden in dienst genomen, als stagiair en voor een vacante vaste betrekking aangewezen.

§ 2. De stage duurt zes maanden voor niveau 2, drie maanden voor de niveaus 3 en 4.

Die stage kan met een derde van de normale duur worden verlengd, wanneer buitengewone omstandigheden dat wettigen. De benoemende overheid besluit tot die verlenging op een met redenen omkleed voorstel van de departementale stagecommissie, gedaan na een voorlopig voorstel van de dienstchef die de stagiair onder zijn gezag heeft".

.../...

Afdeling 2. Wijziging van "Titel II. Vast wervingssecretariaat".

Artikel 12 van het ontwerp (artikel 40 van het statuut).

Dit artikel handelt over het statuut van de Vaste Wervingssecretaris.

Volgens de negende considerans van de aanhef, acht de Regering "een continuïteit in de oogmerken ... onmisbaar in de hoge leiding van het Vast wervingssecretariaat". Blijkens het vervolg van die considerans lijkt de Regering stabiliteit van betrekking te willen bezorgen aan hen die vijf jaar lang vast secretaris of adjunct-secretaris zijn geweest krachtens een voor die termijn verleend mandaat en andermaal met zulk een mandaat worden belast.

De laatste volzin van artikel 40 van het statuut zou er, na wijziging door artikel 12 van het ontwerp, als volgt uit zien : "Zijn mandaat duurt vijf jaar; indien het wordt hernieuwd, wordt het voor onbepaalde tijd bevestigd".

De tekst van het ontwerp lijkt de bedoeling van de Regering niet juist weer te geven.

Een "voor onbepaalde tijd" verleend mandaat levert hoegenaamd geen stabiele betrekking op, maar is integendeel nog brozer dan een mandaat, waarvan de duur vooraf bepaald is. De administratieve overheid die een ambt verleent krachtens een mandaat voor onbepaalde tijd, beschikt weliswaar niet over een onbegrensde discretionaire bevoegdheid om het in te trekken, maar kan er toch overeenkomstig de algemene beginselen van administratief recht

.../...

te allen tijde een eind aan maken om enige wettelijk aanvaardbare reden, rekening houdend met de aard van het ambt (1).

Wil de Regering aan hen die volgens de hiervoren opgegeven voorwaarden in hun hoedanigheid van vast secretaris zijn bevestigd, een echte stabiliteit van betrekking verlenen, dan dient zij te werken met het begrip "benoeming in vast verband". Dat begrip treft men voor een soortgelijke ambtsverlening aan in artikel 152 van de wet van 18 juni 1869 op de rechterlijke organisatie, aangevuld bij de wet van 9 augustus 1963, en overgenomen in artikel 151 van het Gerechtelijk Wetboek.

Met inachtneming van deze opmerking kan artikel 40 van het statuut als volgt worden geredigeerd :

"Artikel 40.-

Het Vast wervingssecretariaat wordt bestuurd door een Vast secretaris.

De Vaste Wervingssecretaris wordt door Ons aangewezen of benoemd op de voordracht van onze Eerste Minister en van Onze Minister tot wiens bevoegdheid het openbaar ambt behoort, en op het advies van Onze in raad vergaderde Ministers.

De Vaste secretaris wordt aangewezen voor vijf jaar. Hij die het ambt van Vast secretaris gedurende vijf jaar heeft uitgeoefend, kan er na afloop in vast verband in benoemd worden".

.../...

---

(1) R.S. 2 juni 1955 MOXON, nr. 4321, VIe Verz. blz. 540;
11 januari 1962, MABILLE, nr. 9088, VIe Verz. blz. 7;
19 oktober 1962, ROCH, nr. 9639, IIIe, Verz. blz. 871.

Het is zaak van de Regering na te gaan of de nieuwe bepalingen die zij vaststelt geen wijziging teweeg brengen in het statuut van de vaste secretaris zoals dat bepaald is in artikel 43 van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937, zodat overgangsbepalingen nodig zouden worden.

Artikel 13 van het ontwerp (artikel 41 van het statuut).

Een nauwkeuriger redactie voor artikel 41, § 2, van het statuut zou zijn :

"§ 2. Onder voorbehoud van de toepassing van artikel 21, § 2, tweede lid (1), wordt de Vaste secretaris of zijn gemachtigde bovendien belast met het voorzitterschap van de examencommissies van alle vergelijkende examens voor werving of voor overgang naar het hoger niveau en van alle examens voor verhoging in graad".

Artikel 14 van het ontwerp (artikel 42 van het statuut).

Dit artikel handelt over het statuut van de adjunct-secretarissen van het Vast wervingssecretariaat. Dezelfde opmerkingen zijn erbij te maken als bij artikel 12.

Wenst de Regering de adjunct-secretarissen stabiliteit van betrekking te verlenen, dan kan artikel 42, § 1, van het statuut als volgt worden geredigeerd :

.../...

---

(1) Van de door de Raad van State voorgestelde tekst.

"Artikel 42.-

§ 1. De Vaste Wervingssecretaris wordt bijgestaan door een of twee adjunct-secretarissen.

De adjunct-secretarissen worden door Ons aangewezen of benoemd op de voordracht van de Minister ... (De Regering dient hierover te beslissen).

De adjunct-secretarissen worden aangewezen voor vijf jaar. Hij die het ambt van adjunct-secretaris gedurende vijf jaar heeft uitgeoefend kan er na afloop in vast verband in benoemd worden".

HOOFDSTUK III. WIJZIGING VAN "DEEL IV.- DIRECTIERAAD".

Artikelen 15 en 16 van het ontwerp (artikelen 53 en 54 van het statuut).

Geen opmerkingen.

HOOFDSTUK IV. WIJZIGING VAN "DEEL VIII. ANCIENNITEIT EN RANGSCHIKKING".

Artikel 17 van het ontwerp (artikel 69 van het statuut).

Het begin van artikel 69, § 1 kan beter als volgt worden geredigeerd :

"Artikel 69.-

§ 1. Een koninklijk besluit, vastgesteld op de voordracht van de Minister van het betrokken departement met het akkoord van de Minister tot wiens bevoegdheid het openbaar ambt behoort, bepaalt :

1° ... (zoals in het ontwerp) ...".

.../...

HOOFDSTUK V. WIJZIGING VAN "DEEL IX. LOOPBAAN VAN DE RIJKSAMBTENAREN".

Artikel 18 van het ontwerp (artikel 70 van het statuut).

In verband met artikel 70, § 1, tweede lid, 2°, moet erop worden gewezen dat het ontwerp aan de overgang naar het hoger niveau de strekking verleent welke daaraan is gegeven in artikel 16, laatste lid, van de oorspronkelijke tekst van het statuut, stilzwijgend gewijzigd door artikel 26 van het koninklijk besluit van 20 januari 1939 houdende vaststelling van de werking en de bevoegdheid van het Vast wervingssecretariaat.

Artikel 70, § 3, zou juister als volgt worden gelezen :

"§ 3. Bevordering door overgang naar het hoger niveau wordt verleend bij wege van vergelijkend examen".

Artikel 19 van het ontwerp (artikel 72 van het statuut).

A. De bepaling van artikel 72, § 2, eerste lid, van de thans geldende tekst is in het ontwerp niet overgenomen. Toch lijkt het nuttig haar te behouden.

Bovendien zou de tekst ongetwijfeld duidelijker zijn als de bepalingen van § 2 en van § 5 van het ontworpen artikel 72 in één paragraaf werden samengebracht.

Voorts spreekt het vanzelf dat inschrijving voor een vergelijkend examen voor overgang naar het hoger niveau gelijk staat met kandidaatstelling voor de betrekkingen die ingevolge dat examen zullen worden verleend.

.../...

B. De bepaling van het ontworpen artikel 72, § 3, behandelt een bijzonder onderwerp en zou in een afzonderlijk artikel moeten staan. Het ware des te logischer van die bepaling een nieuw artikel 73 van het statuut te naken, daar de toekenning "van de zogeheten weddeschaal van geselecteerde" in de plaats komt van het principalaat.

Met inachtneming van deze opmerkingen kan artikel 72 van het statuut als volgt worden gelezen :

"Artikel 72.-

§ 1. Bevordering en verandering van graad zijn alleen mogelijk wanneer een vaste betrekking van de toe te kennen graad vacant is.

Zij worden verleend volgens door Ons bepaalde regelen.

§ 2. Voor elk Ministerie bepaalt de Minister de nadere regelen volgens welke de vacature van een door verandering van graad of bevordering te verlenen betrekking ter kennis wordt gebracht van de benoembare ambtenaren. Geen verandering van graad of bevordering kan plaats hebben zonder dat aan die ambtenaren deze mededeling is gedaan en zij verzocht werden te kandideren.

Met het akkoord van de Minister tot wiens bevoegdheid het openbaar ambt behoort, kan de bevoegde Minister echter beslissen dat de in het eerste lid bedoelde mededeling alleen moet worden gedaan voor de door hem bepaalde benoemingen en bevorderingen in graden van de niveaus 2, 3 en 4. In dat geval worden de benoemings- en bevorderingsvoorstellen zelfs ter kennis gebracht van de ambtenaren die niet hebben gekandideerd.

§ 3. Onder voorbehoud van de toepassing van § 2, tweede lid, wordt in geval van bevordering of verandering van graad alleen rekening gehouden met de titels van de ambtenaren die gekandideerd hebben in de vorm en binnen de termijn bepaald in de door de Minister uitgevaardigde verordening.

Is niemand kandidaat, dan kan de bevoegde overheid echter bij wege van verandering van graad of van bevordering door verhoging in graad een ambtenaar benoemen die aan de gestelde eisen voldoet maar niet gekandideerd heeft".

Artikel 20 van het ontwerp (artikel 73 van het statuut).

In plaats van artikel 73 van het statuut op te heffen, stelt de Raad van State voor het te vervangen door de bepaling die staat in het ontworpen artikel 72, § 3 (zie opmerking bij artikel 19 van het ontwerp).

HOOFDSTUK VI. - WIJZIGING VAN "DEEL X. TUCHTREGELING".

Artikel voorgesteld door de Raad van State (wijziging van artikel 84 van het statuut).

Luidens artikel 84, c, van het statuut zijn de raden van beroep onder meer samengesteld uit "c) een ambtenaar, voor iedere zaak door de Minister van het betrokken ministerie of door diens gemachtigde aangewezen om het betwiste voorstel te verdedigen".

De bepaling vervolgt in een tweede lid : "Deze ambtenaar is niet stemgerechtigd". Uit 's Raads arrest van 3 1969, nr. 13.593, blijkt dat, op grond van het algemeen

beginsel ingesteld door artikel 88 van het decreet van 30 maart 1808, gewijzigd bij de wet van 19 april 1949, overgenomen in artikel 768 van het Gerechtelijk Wetboek, de aangewezen ambtenaar de beraadslaging van de raad van beroep niet mag bij wonen en dat het advies van die raad moet vermelden dat dit verbod werd nagekomen.

Opdat die regels niet worden miskend, stelt de Raad voor, artikel 84, c, van het statuut zo te wijzigen dat de te volgen regels in een uitdrukkelijke tekst worden bekrachtigd.

Gaat de Regering op die wenk in, dan behoort zij het ontwerp aan te vullen met een artikel dat als volgt kan worden geredigeerd :

"Artikel .....

Artikel 84, c, tweede lid, van hetzelfde besluit wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Die ambtenaar mag de beraadslaging niet bijwonen. Het advies vermeldt dat dit verbod is nagekomen".

HOOFDSTUK VII. - WIJZIGING VAN "DEEL XIII".

Artikel 22 van het ontwerp (artikel 113 van het statuut).

Geen opmerkingen.

.../...

HOOFDSTUK VIII. - WIJZIGINGEN IN DE NEDERLANDSE TEKST.

Artikel 23 van het ontwerp.

Onder 1° van dit artikel wordt voorgesteld "hij die" te vervangen door "elkeen die". De bedoeling daarvan is niet duidelijk; "hij die" is een klassieke formule, bij voorbeeld in het Strafwetboek; "Niemand zal het misverstaan door te denken dat de zij die's daar niet onder zouden zijn begrepen", aldus H. J. MARIUS GERLINGS in Nederlands Juristenblad van 16 november 1968.(zie taalbeheersing in de administratie IV, 147).

Onder 2° wordt voorgesteld "dan wel" te vervangen door "of". De betekenis is nochtans dezelfde.

HOOFDSTUK IX. - OVERGANGSBEPALINGEN.

Artikel 24 van het ontwerp.

Dit artikel herhaalt een bepaling die reeds staat in artikel 6 van het koninklijk besluit van 16 maart 1964.

In zijn arrest van 30 april 1965, COEN, nr. 11.207, IIIe, heeft de Raad verklaard "dat een grondige wijziging van het statuut van het Rijkspersoneel toepassing vindt zodra zij in werking treedt; dat de uitzonderingen op die regel beperkend moeten worden uitgelegd; dat artikel 6 van het koninklijk besluit van 16 maart 1964 bewust geen melding heeft gemaakt van mogelijke vernietiging door de Raad van State van sommige bevorderingen" (1).

.../...

(1) Verzameling 1965, blz. 469; zie ook noot onder arrest nr. 11.373, "Rec. jur. dr. adm. et Conseil d'Etat" 1965, blz 197.

Het is zaak van de Regering te oordelen of het ontwerp al dan niet moet worden aangevuld met een bepaling, die de in artikel 24 van het onderhavige ontwerp aangenomen overgangsregel mede van toepassing maakt op het geval dat een betrekking opnieuw vacant mocht worden als gevolg van een door de Raad van State uitgesproken vernietiging. In dit verband moge worden verwezen naar artikel 15, § 1, van het koninklijk besluit van 27 januari 1959 tot regeling van de splitsing van het Ministerie van Arbeid en Sociale Voorzorg en tot verdeling van zijn bevoegdheden en betrekkingen over het Ministerie van Arbeid en het Ministerie van Sociale Voorzorg (Belgisch Staatsblad van 29 januari 1959).

La chambre était composée de

Messieurs : G. VAN BUNNEN, conseiller d'Etat, président,
de Heren : staatsraad, voorzitter,

J. MASQUELIN, conseillers d'Etat,
Madame :
Mevrouw : G. CISELET, staatsraden,

Messieurs : G. ARONSTEIN, assesseurs de la
de Heren : section de législation,
F. RIGAUX, bijzitters van de
afdeling wetgeving,

Madame : J. DE KOSTER, greffier adjoint, greffier.
Mevrouw : adjunct-griffier, griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. G. VAN BUNNEN.

Le rapport a été présenté par M. Ch. HUBERLANT, auditeur.

De kamer was samengesteld uit

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. G. VAN BUNNEN.

Het verslag werd uitgebracht door de H. Ch. HUBERLANT, auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s) J. DE KOSTER.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s) G. VAN BUNNEN.